



**HAL**  
open science

## 1945 : chaos et reconstruction

Cyril Mallet

► **To cite this version:**

| Cyril Mallet. 1945 : chaos et reconstruction. Dokumente / Documents, 2015. hal-02465414

**HAL Id: hal-02465414**

**<https://hal.science/hal-02465414v1>**

Submitted on 11 Feb 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# 1945

## Chaos und Wiederaufbau / chaos et reconstruction



### Das Ende des Zweiten Weltkriegs

Bei aller Freude über die Niederlage des Faschismus: 1945 kamen viele Männer von der Front nicht zurück, oder nur schwer verletzt; viele Städte waren zerstört; Frauen mussten sich alleine um ihre Familie kümmern; Kriegsgefangene warteten auf Freiheit. Bis heute stehen die Beziehungen zwischen Frankreich und Deutschland unter dem Eindruck dieser Auseinandersetzung, die dazu geführt hat, dass beide Völker die Versöhnung angestrebt haben. Bis heute ist Adolf Hitler inmitten des politischen und gesellschaftlichen Diskurses.

Die schmerzhaften individuellen Beispiele aus dem Jahre 1945 zeigen, wie schwierig, aber umso notwendiger, das Umdenken der Betroffenen war. Damit beide Nachbarländer endlich sagen: Nie wieder Krieg!

Dieses Dossier wurde in enger Zusammenarbeit mit Cyril Mallet, Parlamentarischer Mitarbeiter des Abgeordneten für die Auslandsfranzosen, Pierre-Yves Le Borgn', und Doktorand an der Universität Rouen, zusammengestellt.

### La fin de la Seconde Guerre mondiale

Malgré toute la joie liée en 1945 à la défaite du fascisme, nombreux sont les hommes qui ne sont pas revenus du front, ou gravement blessés; beaucoup de villes étaient détruites; les femmes devaient s'occuper seules de leur famille; des prisonniers de guerre attendaient la liberté. Aujourd'hui encore, les relations entre la France et l'Allemagne sont marquées par cet affrontement qui a conduit les deux peuples à chercher leur réconciliation. Jusqu'à aujourd'hui, Adolf Hitler se trouve au centre des débats politiques et sociétaux.

Les exemples douloureux de l'année 1945 montrent combien le changement de mentalité était difficile, mais d'autant plus nécessaire. Pour que les deux voisins puissent dire enfin: Plus jamais de guerre!

Ce dossier a été réalisé en étroite coopération avec Cyril Mallet, collaborateur parlementaire du député des Français de l'étranger Pierre-Yves Le Borgn' et doctorant à l'université de Rouen.

G. F.

## 1945

**Chaos und Wiederaufbau / chaos et reconstruction**

- 33 Pas question de tabou ?** Corinne Bouillot  
 Bombardements et populations civiles dans les mémoires  
 Erst nach der Jahrhundertwende rückte die Bombardierung deutscher und französischer Städte durch britische und amerikanische Fliegergeschwader in den Mittelpunkt öffentlicher Debatten.
- 37 Soldatenfriedhöfe und Kriegsmuseen** Valentin Schneider  
 Neue Beispiele von Erinnerungskultur  
 Les musées en Normandie présentent au public des aspects nouveaux de la Seconde Guerre mondiale.
- 39 De la nécessité des Amicales** Cyril Mallet  
 L'Amicale de Mauthausen au retour des concentrationnaires  
 Häftlingsvereinigungen von Überlebenden der in Konzentrationslager verschleppten Franzosen unterstützten ihre Mitglieder nach der Befreiung.
- 43 La frontière en héritage** Cyril Daydé  
 Les « enfants de la guerre » en zone française d'occupation  
 Die „Kriegskinder“ aus der französischen Besatzungszone
- 47 Französische Erinnerung im Wandel** Valentin Schneider  
 Die öffentliche Wahrnehmung der deutschen Besatzung  
 La difficile intégration de près d'un million de prisonniers de guerre allemands retenus en France, en partie jusqu'en 1948.
- 51 Mépris pour « l'ennemi éternel »** Eugène Berg  
 Adolf Hitler et la France entre 1933 et 1945  
 Ein französischer Bestseller zeichnet ein ungeschminktes Bild Frankreichs aus der Sicht Hitlers.
- 54 Six mois pour libérer l'Alsace** Eugène Berg  
 Ein Buch über die Befreiung des Elsass
- 55 Die Heimkehr ins Elsass** Jean-Marie Winkler  
 Alltagsvisionen vom Kriegsende im Feindesland  
 La chronique d'une famille alsacienne déplacée de force pour être germanisée
- 59 *Reductio ad Hitlerum*** Eugène Berg  
 L'incarnation du mal et la théorie Godwin  
 70 Jahre nach dem Ende des Dritten Reiches beeinflusst Hitler heute noch die öffentliche Diskussion – Thema einer Publikation über Godwins Gesetz.

# Pas question de tabou ?

## Bombardements et populations civiles dans les mémoires

Corinne Bouillot\*



**En cette période de commémoration de la fin de la guerre en Europe, il est pertinent de croiser les perspectives françaises et allemandes sur les différents aspects de la Seconde Guerre mondiale, abordés dans les constructions mémorielles à des degrés et selon des temporalités variables.**

Parmi ces aspects, celui des bombardements alliés sur les villes allemandes et françaises et de ses conséquences humaines semble de prime abord n'avoir retenu l'attention des historiens et des politiques que tardivement. Mais qu'en est-il réellement de la thèse du « tabou » qui aurait pesé sur la question, qui a suscité en Allemagne de vives controverses au début des années 2000 et que retiennent aussi les observateurs français depuis peu ? En restant vigilant quant aux possibles instrumentalisation et en gardant à l'esprit la diversité des contextes tant nationaux que locaux, il convient

de s'interroger sur la place accordée aux victimes civiles des bombardements dans les mémoires officielles, en lien avec les mythes fondateurs forgés en France et en Allemagne pendant la reconstruction.

Le 6 juin 2014, à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement, le président François Hollande rendait, devant le Mémorial de Caen, un hommage national aux victimes françaises des bombardements alliés dans une cérémonie qui leur était pour la première fois spécifiquement dédiée, et il annonçait la création prochaine d'un Mémorial des civils dans la guerre. Le discours de

© Conseil Régional de Basse-Normandie / Archives nationales du Canada



Caen nach den Bombardierungen 1944

### Ein Tabuthema?

Die Bombardierung deutscher und französischer Städte durch britische und amerikanische Fliegergeschwader im Zweiten Weltkrieg rückte nach der Jahrhundertwende in Deutschland und dann in Frankreich in den Mittelpunkt öffentlicher Debatten; erst 2014 gedachte man in Caen anlässlich des 70. Jahrestages der alliierten Landung in der Normandie ausdrücklich der rund 57 000 französischen Opfer (in Deutschland waren es 500 000).

Die französischen und deutschen Erinnerungen, die auf lokaler Ebene durchaus zum Ausdruck kamen, weisen sowohl Unterschiede (darunter das deutsche Motiv der Trümmerfrauen und der Ruinenmahnmale) als auch ähnliche Muster auf. Eine Europäisierung des Gedenkens darf jedoch, so die Autorin, die Verantwortlichkeiten und Kausalitäten nicht vernebeln.

Red.

\* Corinne Bouillot est maître de conférences en allemand à l'Université de Rouen. Elle a dirigé l'ouvrage collectif *La reconstruction en Normandie et en Basse-Saxe après la Seconde Guerre mondiale* (Rouen, 2013) et coorganisé un colloque international sur les bombardements (Le Havre, 2014).

Caen faisait écho à la parution, quelques jours plus tôt, d'un article du *Monde* intitulé *Les oubliés du 6 juin 1944* et dans lequel ses auteurs rappelaient que les bombardements britanniques et américains sur la France avaient fait environ 57 000 victimes civiles, mais n'avaient pas encore été systématiquement intégrés dans le « grand récit national ». Pourquoi avait-il fallu attendre aussi longtemps pour que ce chapitre de l'occupation soit davantage pris en considération dans les mémoires nationales, mais aussi dans les travaux des historiens, qui ne se multiplient que depuis quelques années, souvent d'ailleurs sous l'impulsion de chercheurs étrangers ?

Dès la fin de la guerre, c'est le mythe résistancialiste, celui d'une France majoritairement combattante, qui devait constituer le ferment de la nation déchirée à l'issue de l'occupation et permettre l'apaisement des mémoires et la reconstruction tant matérielle que psychologique du pays. Lorsque les souffrances civiles autres que celles endurées par les résistants étaient évoquées, elles étaient présentées comme un « tribut » payé par les Français à leur libération, et la mémoire des bombardements – dont le bilan reste mitigé en termes de réussite stratégique, tant les bombardiers peinaient à atteindre leurs cibles – était d'autant plus incommode qu'elle était peu compatible avec l'hommage rendu aux libérateurs alliés. On sait que les schémas mémoriels dominants ont largement occulté aussi les victimes de la Shoah et la participation du régime de Vichy à sa mise en œuvre, qui ne furent intégrés que tardivement dans la mémoire nationale. Si le processus de la connaissance sur les crimes de la collaboration est loin d'être achevé, il semblerait aujourd'hui que la distance historique permette également d'inclure d'autres aspects « inconfortables » de la guerre dans les récits mémoriels. Par ailleurs, l'intérêt de la communauté scientifique et de l'opinion publique pour les bombardements a été ravivé par une visibilité accrue des conflits actuels à l'échelle mondiale et de leur impact sur les populations civiles.

### Les Allemands également victimes

C'est aussi, parmi d'autres facteurs, ce contexte international et notamment la guerre en Irak qui a

sensibilisé l'opinion publique de l'Allemagne unifiée à la question des bombardements alliés sur les villes allemandes, qui avaient fait plus de 500 000 victimes. Après la publication, en 2002, du livre controversé de l'historien Jörg Friedrich *Der Brand* (L'incendie), les médias ont véhiculé la thèse d'une occultation du sujet pendant des décennies. On semblait alors découvrir les souffrances endurées par les populations urbaines pendant les bombardements, au même titre que celles des populations expulsées des territoires de l'Est à la fin de la guerre. Les Allemands apparaissaient désormais aussi comme des victimes du second conflit mondial, comme le titraient des magazines tels le *Spiegel*. Des historiens ont vu dans ce « boom mémoriel » une réaction à la centralité de la Shoah dans les mémoires dominantes et mis en garde contre sa relativisation. Or, la Shoah et la responsabilité des Allemands n'avaient dominé les mémoires officielles qu'à partir des années 1980, même si on avait commencé à rompre le mutisme sur les crimes nazis dès la fin des années 1960. Et dans un discours devenu consensuel, le président Richard von Weizsäcker avait, le 8 mai 1985, appelé ses compatriotes à considérer les souffrances allemandes liées à l'« effondrement » (qu'il s'agissait aussi de voir comme une « libération ») en regard des souffrances infligées à autrui – ce qui revenait à les contextualiser, mais non à les nier.

Alors avait-on vraiment, comme on a pu le lire dans certaines prises de position de ce *Bombenkriegsdebatte* des années 2000, « oublié » la guerre aérienne ? Si l'on étudie les traces mémorielles depuis la fin de la guerre, notamment les commémorations et les monuments dédiés aux bombardements sur des villes comme Hambourg, Hanovre ou Würzburg, la thèse du tabou ne résiste pas à l'examen. Sans négliger les conflits qui s'expriment dans la culture mémorielle (qui n'est évidemment pas monolithique et dont on n'oubliera pas qu'elle sert aussi à fonder à différentes époques des identités pour le présent), on peut même considérer que cette mémoire, en lien avec le mythe de l'« heure zéro » (*Stunde Null*), a occupé une place centrale dans les représentations de la reconstruction en Allemagne fédérale. Si l'expression est ambivalente et si ses acceptions sont variables, on soulignera ici la persistance d'une re-

présentation selon laquelle la destruction des villes constitue un point de départ absolu à partir duquel il faut tout reconstruire. Dans le discours véhiculé par les commémorations locales rendant hommage aux victimes des bombardements, on observe une propension, dans les années 1950 et 1960 et souvent bien au-delà, à surévaluer l'image du « phénix renaissant de ses cendres » et à saluer le courage et l'abnégation des communautés urbaines qui permirent au pays, en dépit du destin « aveugle » qui s'était abattu sur les villes, de se relever des ruines. Ce discours est problématique à plus d'un titre : tout d'abord, il est en partie hérité de représentations forgées dès la période nazie pour contrecarrer l'objectif allié de démoraliser les populations par des bombardements de grande ampleur (y compris sur des villes dont l'intérêt stratégique était moindre). Et puis surtout, il occulte le passé récent en posant le moment zéro de la destruction comme une césure brutale que rien n'aurait précédé, ce qui permet de masquer non seulement les bombardements de la *Luftwaffe* sur l'Europe, mais plus généralement l'enchaînement des causes et conséquences qui, depuis 1933, a conduit à la destruction des villes allemandes.

### Le rôle des femmes

La représentation des *Trümmerfrauen*, ces femmes déblayant les décombres des villes, s'apparente souvent à un mythe : contrairement à la situation de la France qui affectait principalement des prisonniers allemands à cette tâche, des femmes avaient effectivement, dans certaines grandes villes comme Berlin et en l'absence des hommes, dû recourir à un emploi d'auxiliaires du bâtiment pour subsister, mais cette affectation est loin d'avoir concerné toutes les villes allemandes en ruines. En outre, cet héroïsme féminin, évoqué dans les années 1950 et redécouvert dans la décennie 1980, permettait aussi de considérer les femmes allemandes comme des victimes innocentes du nazisme.

Un autre sujet qui distingue la mémoire allemande des bombardements de celle de la France est celui des ruines d'églises détruites par les attaques aériennes alliées et laissées en l'état pour servir de lieux de mémoire. L'une des premières « ruines mémorielles » inaugurées sur le sol ouest-

allemand est celle de l'église Saint-Gilles (*Aegidienkirche*) de Hanovre, que les autorités communales et ecclésiastiques ont transformé dès 1954 en un mémorial dédié aux victimes des deux guerres mondiales. Cet exemple, comme ceux de la *Gedächtniskirche* à Berlin ou de l'église Saint-Alban



La *Gedächtniskirche* à Berlin

à Cologne (qui devint même en 1959 le monument national aux victimes de la guerre), montrent à quel point les victimes des bombardements ont occupé pendant plusieurs décennies une place centrale dans les mémoires officielles, reléguant d'autres catégories de victimes à la périphérie du souvenir. Témoins des souffrances des populations urbaines expressément appelés à faire contraste avec les paysages reconstruits, ces ruines ont aussi une fonction de mise en garde pour le futur (*Mahnung*), revendiquée notamment par les mouvements pacifistes des années 1980.

Il semble donc que cette mémoire ait été, contrairement à ce que suggère la thèse du tabou, particulièrement vivace en Allemagne fédérale. On n'oubliera pas ici une brève comparaison avec la RDA, où, loin d'être frappés d'amnésie, les bombardements ont bien plutôt été instrumentalisés en pleine guerre froide pour condamner, sans véritable rupture avec le discours nazi, la « terreur aérienne anglo-américaine ». On le voit notamment à Dresde, devenue plus tard, après l'unification du pays en 1990, le paradigme des souffrances civiles « inutiles », tant la légitimité des bombardements tardifs est controversée. Face à la tentative de relativisation historique par l'extrême-droite, dont le concept clé est l'« holocauste par les bombes », la municipalité de Dresde et les acteurs nationaux ont certes tenté de replacer cette destruction dans son contexte historique, mais le discours victimaire perdure.

Si l'on considère donc qu'il n'y a pas eu de tabou allemand sur la question, peut-on pour autant

conclure à une différence radicale avec les mémoires françaises de l'après-guerre ? En réalité, les choses sont plus complexes, car les lignes de fracture mémorielles sont nombreuses. Et surtout, il importe aussi bien pour la France que pour l'Allemagne de considérer non seulement les échelles nationales, mais aussi les échelles locales. Car même pour la France, où la mémoire nationale a réduit la question des bombardements à la portion congrue, il faudrait davantage parler de concurrences mémorielles que d'oubli, et surtout de fortes disparités entre les villes. Si pour Lyon ou Nantes, par exemple, des études ont constaté un silence relatif sur la question, du moins jusque dans les années 1990, il en est tout autrement pour des villes normandes comme Caen ou Rouen, où des monuments dédiés aux victimes des bombardements et aux équipes d'urgence qui leur ont porté secours ont été inaugurés dès les années 1960 et où des cérémonies importantes devaient permettre à

la population de faire son deuil. Elles se sont présentées comme des villes « martyres », malgré le discrédit qu'avait jeté la propagande vichyste et allemande sur des souffrances instrumentalisées pour dénier toute légitimité aux Alliés et aux résistants, qualifiés dans une même accusation de « terroristes » qui ne tenaient aucun compte de la population française. Il n'y a donc pas eu ici de silence, mais bien plutôt une complémentarité entre des mémoires locales, nationales et même internationales dans le cas de Caen, situé à proximité des plages du Débarquement. Il y a certes un décalage temporel par rapport à l'exploitation victimaire plus précoce du phénomène en Allemagne, mais on constate, bien que la situation ait été différente dans un pays meurtri par des bombes amies et un pays soumis à des attaques ennemies, de fortes convergences dans les représentations associant la destruction et la reconstruction qui la « sublimait ».



© Corinne Bouillot

*Demut à Hanovre*

On observe aussi, en lien avec la réconciliation franco-allemande, une européanisation progressive des mémoires, comme à travers l'exemple du jumelage entre Caen et Würzburg, qui justifiaient leur rapprochement par le sentiment d'avoir connu un destin similaire de la destruction et par la volonté commune d'un « plus jamais ça » qui devait en découler. Cette européanisation de la mémoire n'est pas sans poser problème, puisqu'elle favorise aussi l'occultation des contextes respectifs précis au nom de l'oubli de « ce qui nous sépare ».

À partir des années 1980, il faudrait même parler d'universalisation des mémoires. L'étude des cas de Hanovre et de Caen fournit ici un éclairage intéressant : le Mémorial de Caen inauguré en 1988, dont la portée se veut mondiale, tirait son origine du sort subi par la ville elle-même, toutefois peu évoqué dans l'exposition initiale car il importait surtout de délivrer un message universel de paix ; quant au jumelage conclu entre Hanovre et Hiroshima en 1983, il visait lui aussi à tirer les leçons des destructions respectives pour l'avenir.

Quel qu'ait été le poids relatif des bombardements dans les constructions mémorielles et donc identitaires pour différents espaces et à différentes époques, il ne saurait être question d'un tabou qui n'aurait été levé que récemment. Pas davantage, sans doute, pour la France que pour l'Allemagne, où les débats sur l'amnésie supposée ont finalement favorisé une étude différenciée du phénomène lui-même, mais aussi des enjeux de sa mémoire. On ne peut qu'espérer que les coopérations internationales, notamment entre historiens français et allemands, permettront d'étudier les aspects négligés de la question, mais aussi d'être attentifs à ses écueils, en particulier au risque de nivellement des spécificités contextuelles, à une époque où l'on semble être entré dans une « ère de la victime » susceptible de brouiller les responsabilités et causalités historiques.

# Soldatenfriedhöfe und Kriegsmuseen

## Neue Beispiele von Erinnerungskultur

Valentin Schneider\*

» In Frankreich sind die Jahre der deutschen Besetzung während des Zweiten Weltkriegs als „schwarze Jahre“ (*années noires*) im kollektiven Gedächtnis verankert. Doch mancherorts ist die französische Erinnerungskultur im Wandel.

### Une nouvelle présentation

De nombreux musées en Normandie ont fait du Débarquement allié un enjeu touristique sur les ruines du Mur de l'Atlantique. Mais de plus en plus, ces musées quittent le répertoire classique des grandes heures de la Résistance et de la Libération pour présenter au public d'autres aspects de cette période tragique, notamment sur la vie des soldats allemands dans ces blockhaus isolés de Normandie, leurs contacts avec leurs familles et avec la population locale. R.éd.

In der Normandie widmen sich zahlreiche Museen der Thematik von Krieg und Befreiung – fast jeder größere Küstenort besitzt sein eigenes, das sich entweder in privater Hand befindet oder Objekt der kommunalen Tourismuspolitik ist. Nicht selten lehnen sich diese Museen an die Überreste respektive Ruinen des deutschen Atlantikwalls an – so z. B. in Crisbecq (Manche), Merville oder Douvres (beide Département Calvados).

So auch zum Beispiel in der Gemeinde Azeville, im Département Manche, unweit von Sainte-Mère-Eglise und dem amerikanischen Landungsstrand Utah Beach. Hier, wo sich im Juni 1944, nach vier Jahren deutscher Präsenz, heftige Kämpfe zwischen Besatzern und Befreier abspielten, betreibt heute die Departements-Verwaltung ein Freilichtmuseum auf dem Gelände einer ehemaligen deutschen Heeresküstenbatterie.

Doch das Museum in Azeville ist anders: Hier lässt sich nichts aus dem Repertoire der üblichen

Befreiungs- und Widerstands-Rhetorik finden, es gibt keine martialischen Ausstellungsgegenstände und auch nicht die obligatorischen Schaufensterpuppen im Dress amerikanischer Fallschirmjäger – obwohl diese den deutschen Stützpunkt schon in der Nacht vom 5. auf den 6. Juni umzingelt hatten. Zu sehen sind nur die nackten Betonwände der deutsche Kasematten und des dazugehörigen Tunnelsystems, das die einzelnen Bauten miteinander verbindet. Bis vor kurzem gab es zur Information der Besucher nur einen Audio-Guide mit einfachen, die historischen Fakten erklärenden Informationen. Doch pünktlich zum 70. Jahrestag der alliierten Landung in der Normandie wurde im Juni 2014 in einem der Munitionsbunker auch eine permanente Ausstellung in Text und Bild eingerichtet.

Hier geht es um die Geschichte des Ortes – und zwar aus Sicht der Deutschen: Wieso wurde genau dieser Ort ausgesucht, um den Bunker zu bauen? Wie wurde die Konstruktion geplant und durchgeführt und, vor allem, wie lebte es sich als deutscher Soldat in diesem relativ isolierten Ort der Normandie? Wie gestaltete sich der Alltag, und wie wurde der Kontakt zur Heimat und zu den Verwandten aufrechterhalten? Auch die Frage der Beziehungen zur französischen Bevölkerung bleibt nicht unbeantwortet.

Vor allem die alltagsgeschichtlichen Aspekte dieser Aufarbeitung können relativ überraschend wirken, vor allem auf deutsche Besucher. Doch entsprechen sie den Vorgaben der regionalen französischen Verwaltung, die den Besuchern einen neuen Blick auf die Geschichte der Besatzungszeit

\* Valentin Schneider, gebürtiger Rheinländer, wohnt seit 1995 in der Normandie. Seine Doktorarbeit hat er 2013 an der Universität Caen über die deutsche Präsenz in der Normandie von 1940 bis 1948 geschrieben.



### Une forteresse devenue musée

La batterie d'Azeville, une des premières constructions du Mur de l'Atlantique, a été implantée par l'organisation Todt de 1941 à 1944 non loin de Sainte-Mère-Eglise. Elle était l'un des principaux objectifs définis par les Alliés pour le Débarquement de juin 1944. Pendant trois jours, cette batterie participera au bombardement des plages d'Utah Beach pour tenter de repousser les troupes alliées. Depuis 1994, cette forteresse est un musée qui permet de découvrir 350 mètres de souterrains et de retracer non seulement les principales étapes de la guerre, mais aussi la vie des troupes d'occupation dans la batterie, ainsi que leurs relations avec la population locale.

vermitteln möchte. Nach dem Ableben der allermeisten direkten Akteure des Konflikts tendiert nun die Erinnerungskultur in Frankreich, die über viele Jahre höchst politisiert war, bemerkenswerterweise dazu, einer historischen Sichtweise Platz zu machen. Diese Entwicklung erlaubt es, die deutsche Präsenz in Frankreich nicht mehr ausschließlich im Rahmen der militärischen Besatzung zu betrachten, sondern auch einen Blick auf die Kontinuität dieses erzwungenen deutsch-französischen Zusammenlebens weit über den Zeitpunkt der Befreiung hinaus zu werfen, und zwar bis 1948, als die letzten Lager für deutsche Kriegsgefangene aufgelöst wurden.

### Deutsche Soldatenfriedhöfe in Frankreich

Die zahlreichen deutsche Soldatenfriedhöfe des Zweiten Weltkriegs, die man heute in den historischen Kampfgebieten Frankreichs findet, belegen nicht nur die Verluste durch die ungeheure

Härte der Kämpfe, sondern können auch als stille Zeugen der Kontinuität der deutschen Präsenz in Frankreich zwischen 1940 und 1948 gesehen werden. Dies ist besonders augenfällig in der Normandie. Wer sich hier auf einen Friedhof des Volksbundes Deutsche Kriegsgräberfürsorge begeben wird, wird nicht nur die Gräber von Gefallenen der Kämpfe zwischen Juni und August 1944 finden: In Orglandes, ebenfalls gelegen im Département Manche, liegt neben dem Pionier Walter Schäfer, gefallen am 7. Juni 1944, der Gefreite Bernhard Kaiser, gefallen vier Jahre zuvor, am 18. Juni 1940, beim Marsch der Deutschen während des Frankreichfeldzugs Richtung Cherbourg. Ganz in der Nähe befindet sich das Grab des Unteroffiziers Rudolf Haferland, gestorben während der Besatzungszeit, am 4. November 1941. Unfalltote liegen hier neben Soldaten, die an Krankheiten starben, oder die dem Widerstand zum Opfer fielen.

Dass die deutsche Präsenz in Frankreich entgegen der weitläufigen Meinung nicht mit der Befreiung des Landes (*Libération*) beendet war, belegen zahlreiche weitere Gräber: Ebenfalls in Orglandes begraben liegt zum Beispiel der Obergefreite Hermann Klauk, gestorben am 21. Juni 1945 im Alter von 43 Jahren – zu diesem Zeitpunkt hatte Deutschland schon längst seine bedingungslose Kapitulation unterzeichnet.

Bis 1948 arbeiteten deutsche Kriegsgefangene in ganz Frankreich, zunächst in britischem und amerikanischem Gewahrsam, später ausschließlich für die französische Wirtschaft. Besonders im Sommer 1945 verhungerten viele von ihnen, andere starben bei Unfällen, zum Beispiel bei Minenräumaktionen im Küstengebiet oder bei Arbeiten auf den ehemaligen Schlachtfeldern. Auch sie haben ein Recht auf eine ewige Ruhestätte in Frankreich.

### Cimetière allemand

Inauguré officiellement en septembre 1961, le cimetière militaire allemand d'Orglandes (Manche) compte les corps de 10 152 soldats de la *Wehrmacht* tombés pendant la bataille de Normandie. Initialement, il s'agissait d'un cimetière provisoire américain qui sera déplacé à Colleville-sur-Mer après la guerre.

# De la nécessité des Amicales

## L'Amicale de Mauthausen au retour des concentrationnaires

Cyril Mallet\*

» Après des mois, voire des années, derrière les barbelés des camps de la mort, la reconstruction des survivants dans une société qui évolua en leur absence ne fut pas chose aisée. La fondation des Amicales de déportés en 1945 a été un élément important de la vie des survivants et des familles des victimes dans les années qui suivirent la Libération.

La France de 1945 n'était pas prête à accueillir les survivants des camps de concentration nazis. Paul Le Caër écrit : « *En cours de route, Yves a lié connaissance avec un compagnon de misère. Ils sont aussi étonnés l'un que l'autre, de l'accueil qui leur est fait, ou, si vous préférez, qui ne leur est pas fait par leurs compatriotes. Après un mauvais sandwich desséché et un verre de gros rouge, on leur fait faire*



14 avril 1945 : Des déportées françaises survivantes de Ravensbrück accueillies par le général de Gaulle à Paris

*la queue pour obtenir un paquet de cigarettes, subir un interrogatoire et un examen radiologique des poumons, après quoi, ils reçoivent une carte de rapatrié, une fiche de transport mais Yves ne sait où aller. On leur donne aussi une chemise, un caleçon, le costume noir qu'ils endossent ne leur remonte pas le moral et pour finir, on leur remet un billet de mille francs en guise de viatique ».*

© Mémorial de la Shoah

### Selbsthilfe der Befreiten

Häftlingsvereinigungen von Überlebenden der in Konzentrationslager, z. B. nach Mauthausen, verschleppten französischen Staatsangehörigen unterstützten ihre Mitglieder nach der Befreiung moralisch, juristisch und finanziell als Hilfswerke nach dem Solidaritätsprinzip; auch kümmerten sie sich um die Rückkehr ihrer Leidensgenossen und die Familien derer, die nicht überlebten – die Bevölkerung und der französische Staat waren 1945 dazu nicht in der Lage: dem für Kriegsgefangene, Deportierte und Flüchtlinge zu-

ständigen Ministerium wurde wiederholt Untätigkeit vorgeworfen.

Die Aufnahmebedingungen, etwa der Häftlingsvereinigung von Mauthausen, waren genau festgelegt, damit z. B. keine „Kapos“ Zugang fanden; gedacht war in erster Linie an politische Gefangene der *Résistance*. Heute widmet sich der Verein *Amicale de Mauthausen* dem Erinnern.

Der Autor beschäftigt sich im Rahmen seiner Doktorarbeit mit dem Thema „französische Häftlingsvereinigungen“ und stellt Ergebnisse seiner Recherchen vor.

Red.

\* Cyril Mallet est doctorant à l'université de Rouen. Ses précédentes recherches ont porté sur un camp annexe de Mauthausen : le camp de Redl-Zipf. Le titre de l'article est tiré d'un ouvrage de Paul Le Caër.

La perception de l'accueil diffère selon le survivant. Pour Marie-Jo Chombart de Lauwe, déportée de Ravensbrück et transférée vers Mauthausen dans les dernières semaines de la guerre, le problème du retour est bien réel mais la cause n'est pas tant le manque de réaction des Français : « *Emotion de revoir nos amis, mais je suis si loin, trop lucide, comme un mort qui reviendrait pour voir profondément, sans rien pouvoir s'éviter, un monde auquel il n'appartient plus. Je ne suis plus vivante mais morte à toute cette vie, plus intégrée dans ce monde. Il faut repenser, redécouvrir, réapprendre dans ce monde, avec étonnement, émerveillement, pitié ou horreur, retrouver un sens à cette vie qui est nôtre* ». Retrouver un sens à la vie après avoir laissé des camarades en terre ennemie a été une véritable épreuve pour les survivants. Beaucoup s'enfermèrent dans un mutisme. C'est dans ce contexte que bon nombre d'Amicales, dont celle de Mauthausen, se créèrent dès le retour des premiers déportés sur le sol français.

## La fondation de l'Amicale

Le premier bulletin édité par l'Amicale des Déportés politiques de Mauthausen et des commandos dépendants apporte des informations concrètes sur la finalité de cette association. On peut dater la publication de ce premier opus à l'été 1945. La priorité de cette association est de « *maintenir et développer les liens solidaires et fraternels scellés pendant la déportation* ». Les conditions d'adhésion sont précisées ultérieurement : « *l'Amicale est ouverte à tous les déportés ayant séjourné au camp de Mauthausen ou dans un commando dépendant, aux conjoints, ascendants ou descendants des morts, sous condition : a) que l'adhérent ou le défunt ait été arrêté pour faits se rapportant à des actes de résistance ou d'activité politique et sociale opposés à la politique de l'Allemagne nationale-socialiste et des gouvernements français à sa dévotion, pour question raciale, comme otage, ou dans des rafles de représailles* ».

Toutefois, afin de pallier le manque de main-d'œuvre au sein de la société allemande, les raisons de la déportation d'une main-d'œuvre esclavée furent troubles dans les dernières années de la guerre, envoyant ainsi derrière les barbelés une po-

pulation toujours plus nombreuse, mais pas forcément résistante. Une autre condition pour devenir membre est que « *l'attitude au camp de Mauthausen du déporté ait été conforme à l'honneur français et que ce dernier n'ait pas participé à la répression et à la barbarie SS* ». Même si cette condition se veut logique, il est difficile d'imaginer sa mise en œuvre eu égard aux conditions de (sur)vie du déporté lors de sa détention. Les êtres clairement visés par ces mots sont les *Kapos* dont certains réussirent à se fondre dans la masse des rapatriés après la libération des camps.

Une étude des membres fondateurs de l'Amicale s'impose, notamment ceux qui tinrent les postes clés de cette association. Sociologiquement, la parité n'est pas de rigueur. Les membres du bureau, au nombre de onze, sont tous des hommes. Il y a quelques femmes présentes dans le conseil d'administration, mais leur nombre est limité. L'explication se trouve dans la population concentrationnaire du camp de Mauthausen même ; population très majoritairement masculine. La plupart des femmes parties de France furent envoyées à Ravensbrück, camp ouvert dès 1934 sur les rives du lac de Schwedtsee à moins d'une centaine de kilomètres de Berlin. Des femmes survivantes de ce camp siégeaient dans le conseil d'administration initial de l'Amicale de Mauthausen, alors qu'elles n'avaient été transférées que tardivement dans le camp situé en Haute Autriche, montrant un peu plus la solidarité entre survivants des différents camps qui avaient partagé les mêmes souffrances.

Socialement, ce bureau est majoritairement composé de personnes ayant eu accès à un enseignement supérieur : intellectuels, ingénieur, professeurs, universitaire, étudiant, avocat etc. Le trésorier adjoint, Jean Biondi, occupera même plusieurs postes de secrétaire d'Etat entre 1945 et 1950 après avoir été parlementaire au Palais Bourbon sur les bancs de la gauche. Le 9 septembre 1945, lors de l'Assemblée générale, les statuts, après quelques modifications, sont adoptés à l'unanimité et le bureau ainsi que le conseil d'administration sont reconduits et reçoivent quelques nouveaux élu(e)s. La solidarité devient alors un leitmotiv de cette structure. Un mois plus tard paraît le deuxième numéro du bulletin.

## Accompagner les survivants et les familles

Un accompagnement moral était prodigué aux familles de victimes et aux survivants grâce à des permanences chaque jour de la semaine y compris le dimanche. Cette permanence servit également de relai entre les survivants et d'éventuels donateurs :

« *il nous faut de suite des costumes pour nos camarades : collectez autour de vous tout ce que vous pourrez trouver, envoyez et faites envoyer non seulement des costumes, mais des chemises, des caleçons, des mouchoirs etc.* » Cette entraide est d'ailleurs inscrite dans les statuts de l'association : « *Le but de l'Amicale est de maintenir et développer les liens solidaires et fraternels scellés pendant la déportation* ». Les témoignages enseignent pourtant que la période vécue derrière les barbelés n'a pas toujours été propice à la fraternité. Les conditions de travail singulières ne permettaient pas aux déportés de même nationalité de tisser des liens étroits.

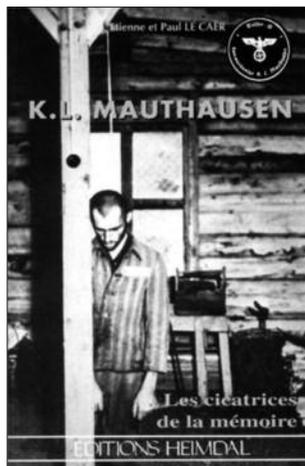
Grâce au bulletin, l'Amicale devient donc une fondation de bienfaisance. Des initiatives sont lancées dans toute la France dès les premières semaines afin de venir en aide aux personnes dans le besoin : « *M. Bataille Albert, du camp de Melk, a organisé une collecte de vivres et d'argent dans sa localité, à la Feuillie (S.I.). Au cours de cette première collecte, 230 kilos de pommes de terre, 1 kg 500 de beurre, 3 kg de farine, 16 œufs, une oie vivante, une livre de haricots blancs, des poires, deux paires de chaussures, un caleçon et 1 600 francs ont été recueillis. Les vivres ont été immédiatement distribués aux déportés politiques de tous les camps hospitalisés à l'hôpital Bichat* ».

Cette entraide ne concerne pas seulement la nourriture ou bien un soutien d'ordre vestimentaire. Un but de l'Amicale était d'apporter des conseils sur les droits des survivants ou bien des familles de victimes. Les connaissances juridiques de certains membres tels Paul Arrighi, avocat, vont alors s'avérer nécessaires pour permettre à ces personnes de bénéficier de ce qui pouvait leur être alloué ou bien dans l'exécution de différentes démarches : prise en charge des cures de repos ou à la campagne, aide médicale, remboursement de soins dentaires, indemnités journalières, effacement du casier judiciaire des peines prononcées sous Vichy etc. Une fois le déporté rétabli phy-

siquement, la transmission de son CV par l'Amicale à d'éventuels employeurs permit à certains de trouver un emploi afin de ne plus être à la charge de l'Etat.

## La responsabilité d'être vivant

Une difficile mission de l'Amicale a été de devoir confirmer voire annoncer aux familles de victimes le nom de ceux qui ne revinrent pas. Pierre Daix (1922-2014) explique quelques décennies après : « *Nos camarades du second convoi avaient reçu des Républicains espagnols (alors tenus pour apatrides) la liste mise à jour au secrétariat du camp des morts français. La rédaction des services officiels a été de lui refuser toute valeur. Nous avons décidé que nous ne pouvions laisser les familles aller jour après jour au Lutétia attendre quelqu'un qui n'existait plus* ». C'est dans le troisième bulletin, édité en novembre 1945, qu'une première « *liste de déportés français décédés au camp de Mauthausen* » est publiée. Cette liste de douze pages, sur laquelle le lieu de décès apparaît, renferme un peu plus de 1 000



noms classés de manière alphabétique. On apprend que sur ces premières victimes reconnues, 385 sont décédées au camp central de Mauthausen, 226 à Gusen, 122 à Hartheim. Une vingtaine de camps annexes est citée dans le document sur la cinquantaine d'annexes ayant existé.

Une des raisons de l'absence de certains commandos tient au fait que tous n'accueillirent pas des Français. C'est le cas de Vöcklabruck-Wagrain qui hébergeait environ 300 déportés espagnols (ainsi que deux Allemands et un Marocain) du commando *Cäsar*. En revanche, on peut se demander pourquoi les victimes du *Livre des Morts*, journal tenu à l'infirmerie du camp de Schlier/Redl-Zipf ne sont pas présentes. Ce livre, qui dénombre les victimes de ce camp caché dans

les caves d'une brasserie, fut pourtant ramené par Paul Le Caër dès son retour de déportation.

Tous les survivants ne revinrent pas de Mauthausen en mai 1945. Des déportés moururent après avoir été libérés par l'armée américaine, d'autres, trop malades pour voyager, ne rentrèrent que plus tard. Les membres de l'Amicale craignaient pour la vie de ces hommes restés en Autriche. Ils firent leur possible pour les faire rapatrier : « *Notre Amicale a été constituée dans le courant du mois de mai par les premiers rapatriés avec, à l'origine, le but d'accélérer par nos démarches le rapatriement de tous nos camarades menacés de mort par les épidémies, l'épuisement et la faim, qui ont continué à régner dans les camps, même après la libération* ». Des missions ont été organisées et permirent d'envoyer des médicaments aux déportés restés sur place. Les échanges avec le ministre des Prisonniers de guerre, des Déportés et des Réfugiés de l'époque à propos des Français non encore rapatriés semblent avoir été ardues. On trouve d'ailleurs des attaques directes dans les lignes du bulletin à l'encontre du ministre Henri Fresnay (1905-1988), accusé d'être à l'origine de la mort des déportés malades retenus en Autriche en raison de son inaction. Une résolution de l'Amicale, envoyée au général de Gaulle, va même jusqu'à demander le remplacement de ce ministère par un ministère d'Anciens combattants et des Pensions et demande la mise en place d'une commission de contrôle pour examiner les comptes du ministère d'Henri Fresnay.

En parallèle, l'Amicale dénonce « *les lenteurs, les abus et les scandales dont le dernier en date, celui de Dombasle, témoignent de l'incurie qui règne dans un ministère où subsiste encore l'esprit de Vichy* ». Cette structure dénonce donc les dérives comptabilisées sur ce qui était destiné aux déportés comme le vol de rations dans les centres de rapatriement puis revendues au marché noir ou bien la transformation d'une piscine en un centre d'accueil fermé peu de temps seulement après son inauguration.

Enfin, dès 1945, « *l'Amicale a l'intention de populariser par tous les moyens de propagande possible la vie épouvantable des camps* ». Le survivant va ainsi devenir témoin avec, en guise de prolegomènes, le témoignage du professeur Roger Heim sur les conditions de détention à Gusen afin de « *main-*

*tenir présents à l'esprit de tous les Français les actes de barbarie dont se sont rendus coupables les assassins SS* ».

Une belle réussite de cette amicale est, comme le précise Pierre Daix en 2005, d'avoir su unifier les différents courants de résistance, faisant fi des divergences idéologiques : « *Tous nous n'avions qu'une idée en tête : poursuivre l'unité de notre résistance au camp, ne pas nous laisser diviser selon des appartenances politiques entre gaullistes, communistes ou autres* ».

Depuis 1945, l'Amicale de Mauthausen fait vivre le souvenir des déportés qui connurent l'enfer de ce camp et de ceux qui n'en revinrent pas. Au cours de ces décennies, les statuts comme le rôle de cette association ont évolué. A sa création, le nom du journal de l'Amicale était *Hier cauchemar. Aujourd'hui Espoir*. Sept décennies plus tard, avec le décès des derniers survivants, l'inquiétude que la Mémoire des victimes ne s'estompe avec le temps est bien plus présente encore. A ces quatre mots, il serait alors possible d'en ajouter deux autres : Demain Mémoire.



## Bibliographie

- Bulletins 1, 2, 3 publiés en 1945 par l'Amicale de Mauthausen
- Marie-Jo Chombart de Lauwe, *Toute une vie de résistance*. FNDIRP, Paris, 2013, 200 pages.
- Etienne et Paul Le Caër, *Les Cicatrices de la Mémoire*. Heimdal, Bayeux, 1996, 240 pages.
- Paul Le Caër, *Mauthausen Crimes impunis. Quand le livre des morts parle*. OREP, Bayeux, 2008, 200 pages.
- Christian Hawle, Gerhard Kriechbaum, Margret Lehner, *Täter und Opfer – Nationalsozialistische Gewalt und Widerstand im Bezirk Vöcklabruck, 1938–1945*. Bibliothek der Provinz, Weitra, 1996, 142 pages.

# La frontière en héritage

## Les « enfants de la guerre » en zone française d'occupation

Cyril Daydé\*



L'année 2015 marque non seulement le soixante-dixième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi celui de l'instauration pour dix ans de la Zone française d'occupation (ZFO) en Allemagne et en Autriche – l'occasion d'évoquer un héritage peu connu de l'histoire franco-allemande récente : celui des « enfants de la guerre » nés en Allemagne après le retour à la paix. Des enfants dont l'arbre généalogique plonge ses racines de part et d'autre de la frontière.

### „Kriegskinder“ nach dem Krieg

Deutsch-französische „Kriegskinder“, gezeugt von deutschen Besatzungssoldaten in Frankreich und von französischen Kriegsgefangenen und Besatzungssoldaten in Deutschland, waren trotz aller deutsch-französischen Annäherungen nach dem Krieg bis vor wenigen Jahren ein Tabuthema und sind es für manche heute noch – zu groß scheinen Schande, Makel, Schmach oder Wut zu sein. Jahrzehntlang blieben die Archive den weit über 200 000 Betroffenen für Nachforschungen verschlossen.

Der Autor ist im Archiv des französischen Außenministeriums in La Courneuve u. a. für die französische Besatzungszone in Deutschland und Österreich zuständig. In seinem Beitrag befasst er sich insbesondere mit den ca. 16 000 dort geborenen Kindern, die eine deutsche bzw. österreichische Mutter und einen französischen Vater haben – sowie mit den Adoptionen durch französische Adoptiveltern, die Frankreich in der Folgezeit organisierte.

Das Archiv ist für die Öffentlichkeit aus Datenschutzgründen nicht zugänglich, hilft jedoch Organisationen bei der Suche nach der Identität Betroffener.

Red.

Au printemps 1945 s'ouvrit pour l'ensemble des pays touchés par le conflit une longue période de convalescence. Les Alliés, conscients de la nécessité d'une rénovation morale et d'un redressement économique et politique de l'Allemagne et de l'Autriche, souhaitèrent néanmoins encadrer ce processus. Ils veillèrent à concevoir une solution qui ne ravivât pas le ressentiment consécutif à l'Armistice de 1918. Ils décidèrent donc d'administrer, pendant une période de dix ans, les territoires de l'ancien *Reich*, en quatre zones d'occupation : américaine, britannique, soviétique et française. En Allemagne, cette dernière couvrait les provinces de Bade-Sud, Rhénanie-Palatinat, Wurtemberg-Hohenzollern et, dans un premier temps, de la Sarre, ainsi que deux districts ouest-berlinois. Baden-Baden fut choisie pour capitale.

### Les enfants de 1945

Si les autorités françaises assuraient essentiellement, dans les domaines politiques et industriels, des missions d'épuration et d'encadrement, la situation sanitaire et démographique représentait un défi bien plus délicat, confié à une direction des Personnes déplacées et réfugiées (PDR). Outre les 40 à 60 millions de morts, le bilan de la guerre est

\* Cyril Daydé est archiviste paléographe et conservateur du patrimoine, actuellement en poste au ministère des Affaires étrangères et du Développement international (centre des Archives diplomatiques de La Courneuve). Il est notamment responsable des archives de la Zone française d'occupation (ZFO) en Allemagne et en Autriche.

estimé à 30 millions de déplacés, dont plusieurs dizaines de milliers en ZFO. Parmi eux, 10 à 20 000 enfants, réfugiés ou déportés avec leurs parents, parfois devenus orphelins au cours du conflit, dans une région ou un pays qu'ils ne connaissaient pas. En 1952, aux dires du bureau des Enfants de la direction des PDR, chargé de cette question, il ne restait plus d'enfant non-accompagné dont le sort n'ait été réglé.

A ceux-là s'ajoutaient les « enfants de la guerre », nés entre 1939 et 1945, au gré des invasions, des occupations et des captivités, d'unions plus ou moins durables et consenties ou non. Si le phénomène est assez connu en France, où ces enfants, peut-être au nombre de 200 000 selon l'historien Fabrice Virgili, reçurent le surnom péjoratif d'« enfants de boches », il ne faut pas oublier que des milliers de soldats et d'ouvriers français furent retenus contre leur gré sur le territoire du *Reich*, où certains fréquentèrent des Allemandes.

Le retour à la paix permit le rapatriement des prisonniers, mais l'instauration de la ZFO maintint outre-Rhin une présence française nombreuse : soldats, fonctionnaires civils, avec conjoint et enfants pour certains d'entre eux. On estime qu'au plus fort de l'occupation française, 100 000 personnes constituaient cette communauté. Il s'y trouvait, notamment parmi les personnels militaires, un nombre important d'hommes célibataires ou éloignés de leur famille le temps d'une mission en ZFO. Certains d'entre eux entretenaient des relations plus ou moins suivies avec des femmes rencontrées sur place, et certaines de ces liaisons aboutirent à des naissances. On estime à 100 000, dont 16 000 en ZFO, le nombre d'enfants nés de mère allemande et de père occupant entre 1945 et 1955.

Peut-on les qualifier d'« enfants de la guerre », puisqu'ils naquirent en temps de paix ? Les conditions parfois difficiles dans lesquelles ils vécurent leurs premières années invitent néanmoins à leur reconnaître, au sens large, cette dénomination, d'autant plus que le statut de territoire occupé qu'avait alors l'Allemagne était une conséquence directe de la guerre. Dans un nombre inconnu de cas, les hommes ne surent jamais qu'ils étaient pères, et les femmes élevèrent seules un enfant dont elles devaient dissimuler l'origine.

## Un grand mouvement d'adoption

Dans le cas où la mère ne s'estimait pas en mesure d'assurer convenablement l'éducation de son enfant, les autorités françaises étaient appelées à intervenir. Or la France était alors en phase de reconstruction économique et de reprise démographique, de sorte que le sous-secrétaire d'Etat à la Population, Pierre Pflimlin, demanda à ses services de l'informer sur l'existence, de l'autre côté du Rhin, d'« *enfants ayant du sang français dans les veines* ». Marqués par l'idéologie populationniste du temps, des hommes comme le démographe

Alfred Sauvy plaident en faveur du transfert en France de ces enfants.

Si le père présumé ou sa famille souhaitait accueillir l'enfant, il lui était confié. Dans le cas contraire, bien plus fréquent, les enfants étaient placés pour l'adoption en France. La mère était alors in-



vitée à renseigner un « *procès-verbal d'abandon d'enfant aux autorités françaises* ». Un délai conservatoire de deux mois courait entre la signature du formulaire et l'abandon effectif, laissant le temps à la mère de se rétracter et à l'administration de refuser l'abandon, si la filiation française n'était pas avérée ou si la visite médicale rendait un avis négatif quant à l'état de santé de l'enfant.

Les enfants placés pour l'adoption étaient confiés à des familles françaises résidant en France ou en ZFO. Les instituteurs, les fonctionnaires (notamment de police), les militaires et les commerçants furent les catégories socioprofessionnelles les plus représentées parmi les familles adoptantes. La moyenne d'âge de ces couples était assez élevée, jusqu'à 50 voire 55 ans pour certains. Une enquête préalable était menée pour définir si les demandeurs pouvaient justifier des garanties nécessaires, notamment du point de vue de la moralité

et de l'éducation, et des dossiers furent rejetés faute de ces garanties. Il était fréquent que l'enfant adopté vît son prénom de baptême remplacé par un autre qui sonnait plus français. Le Code de la Nationalité permettait en outre à l'enfant d'acquiescer la nationalité française, si son père adoptif était français.

L'historien Yves Denéchère estime que cette politique démographique « *constitue le premier grand mouvement d'adoption internationale* » vers la France. Il la qualifie néanmoins d'« *adoption d'État* », imposée par une puissance occupante à un territoire occupé.

### Les laissés-pour-compte du système

Trois facteurs contribuèrent à gripper le système, de sorte que le bilan de l'adoption est en demi-teinte.

- D'abord, que faire des enfants abandonnés non-éligibles à l'adoption ? En effet, les fonctionnaires de la ZFO devaient se conformer « *aux instructions données par le ministère de la Population qui se refuse d'admettre en France des enfants débiles ou anormaux* ». Ces derniers étaient donc remis au bureau des Enfants (*Jugendamt*) localement ompétent, et leurs chances de s'intégrer dans la société étaient extrêmement minces.

- Ensuite, dans un contexte franco-allemand tendu par plusieurs sujets de discorde, dont le statut de la Sarre, l'opinion publique, de part et d'autre du Rhin, commença à marquer sa désapprobation face à la procédure d'adoption. De fait, un tournant se produisit vers 1948-1949. Les femmes allemandes qui souhaitaient abandonner des enfants malades prétendaient, parfois mensongèrement, que le père était français tandis que les autorités d'occupation se mirent à déconseiller un abandon qu'elles encourageaient jusqu'alors vivement. Le délai conservatoire fut étendu à trois mois, afin de susciter davantage de rétractations et de donner plus de temps aux services sociaux pour déceler d'éventuelles tares et mettre en doute la filiation française de l'enfant.

- Enfin, les troupes d'occupation comportaient naturellement quelques contingents nord-africains et coloniaux, dont certains éléments fréquenterent des Allemandes. Une honte supplé-

mentaire s'attachait à ces enfants mulâtres. Comble de malchance pour eux, les services et associations français, chargés de recevoir les demandes des familles adoptantes, refusaient généralement les dossiers de ces enfants, même en bonne santé, faute de familles prêtes à les accueillir en France. Sur l'instance du gouverneur d'Algérie, un centre fut d'ailleurs aménagé à Oran à l'été 1947, afin de placer ces enfants comme pupilles de l'État. En revanche, « pour ceux dont le type nord-africain est très peu marqué, il paraît possible de les placer en France en vue d'adoption », selon une instruction du ministère de la Santé publique datée de 1948.

La fermeture, à la fin de l'année 1949, de la pouponnière de Nordrach, la plus importante de ZFO, peut donner lieu à deux hypothèses d'interprétation : soit le nombre d'enfants franco-allemands devenu faible, ne justifiait plus son maintien, soit au contraire la politique d'abandon-adoption apparaissait désormais trop sujette à caution pour être poursuivie.

#### Pour une jeunesse franco-allemande

Dans le contexte de la reconstruction, les autorités françaises et allemandes s'accordèrent pour mener une action de sensibilisation particulière en direction de la jeunesse, organisant des colonies de vacances franco-allemandes, notamment en Forêt-Noire, et diffusant des affiches pour inciter les jeunes à fraterniser. L'immédiat après-guerre fut aussi une période de jumelages, et les villes françaises et allemandes furent nombreuses à s'engager dans cette démarche.

#### Renouer le fil

Si l'adoption peut apparaître comme la greffe d'une nouvelle branche sur un arbre généalogique, elle n'en représente pas moins une rupture dans la continuité généalogique, et cette rupture est d'autant plus nette lorsqu'une frontière sépare la branche d'une partie de ses racines. Selon leur choix personnel, certains parents adoptifs ont souhaité révéler dès l'adolescence à leur enfant ses origines

et les conditions de son arrivée en France, d'autres ont préféré attendre leurs vieux jours pour faire cet aveu, d'autres enfin ont emporté le secret dans leur tombe. Certaines personnes ne découvriront jamais qu'elles ont été adoptées, ou bien elles l'apprendront sur le tard, parfois de façon fortuite.

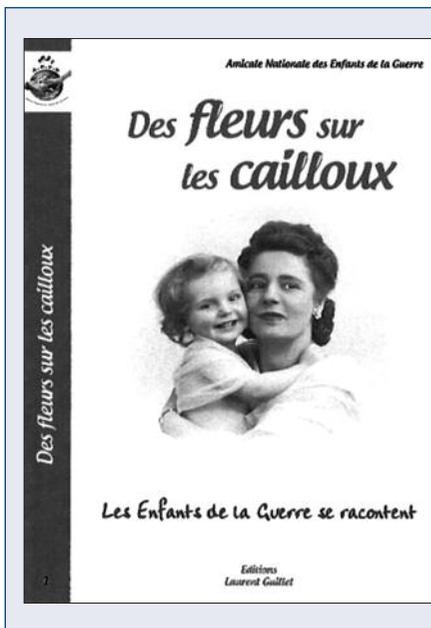
Quelle que soit la situation, le désir de savoir est souvent plus fort. Les enfants nés dans les années 1945-1955 sont aujourd'hui des sexagénaires, retraités, souvent eux-mêmes parents et grands-parents. Leur origine n'est pas seulement un enjeu d'identité personnelle, c'est aussi un enjeu de transmission aux générations suivantes. L'engouement actuel pour la généalogie comme passe-temps et comme moyen de quête identitaire contribue également à renforcer le besoin de savoir ressenti par les personnes concernées et leurs descendants. Les intéressés souhaitent *a minima* obtenir le nom de leurs parents biologiques et parfois entrer en contact avec eux, s'ils sont encore en vie, ce qui est objectivement assez rare, ou avec leurs demi-frères et demi-sœurs. Pour renouer ces liens familiaux, encore faut-il disposer d'un nom.

C'est précisément un cas dans lequel les archives peuvent être mobilisées. En effet, toutes les naissances d'enfants naturels étaient déclarées au

près des *Jugendämter*. Or, les critiques du système d'abandon-adoption des années 1948-1949 conduisirent les différentes administrations impliquées, aussi bien en France qu'en Allemagne fédérale, à s'accorder sur une sorte de loi du silence.

Les *Jugendämter* durent donc restituer à la direction des PDR les dossiers individuels des enfants adoptés en France, afin qu'ils rejoignent les archives du bureau des Enfants de cette direction. Ils ont été conservés à Colmar entre 1952 et 2010. L'ensemble des archives de la ZFO ont été transférées à cette date au centre des Archives diplomatiques de La Courneuve. Les archives du bureau des Enfants portent la cote 5PDR. Elles sont classés dans 265 boîtes d'archives, représentant plus de 40 mètres linéaires de documents : instructions, correspondances, pièces comptables, listes et dossiers individuels.

Une base de données nominative de 30 000 entrées a été réalisée ; elle n'est pas accessible au public, afin de préserver l'anonymat des personnes concernées, mais les archivistes se chargent de la consulter lorsqu'ils sont saisis pour une recherche. Un nombre croissant de particuliers, allemands ou français, contactent les Archives diplomatiques pour obtenir des renseignements à ce sujet.



### Entraide et soutien

On ne saurait évoquer les recherches généalogiques sans souligner le travail effectué depuis de nombreuses années par les associations spécialisées. Ces dix dernières années, plusieurs associations d'« enfants de la guerre » ont vu en effet le jour. Elles ont pour vocation de rassembler des personnes nées de père allemand et de mère française (1940-1945), ou l'inverse (1940-1955), ainsi que leurs descendants. Elles proposent à leurs adhérents des rencontres annuelles ainsi qu'une aide pratique pour conduire leurs recherches.

Les deux plus actives à vouloir participer au devoir de mémoire revendiqué par les nouvelles générations sont l'Amicale nationale des Enfants de la guerre (<http://anegfrance.free.fr>), fondée en 2005 pour reconnaître la condition d'enfant de la guerre, et Cœurs sans frontières (*Herzen ohne Grenzen*; <http://www.coeurssansfrontieres.com/index.php>).

# Französische Erinnerung im Wandel

## Die öffentliche Wahrnehmung der deutschen Besatzung

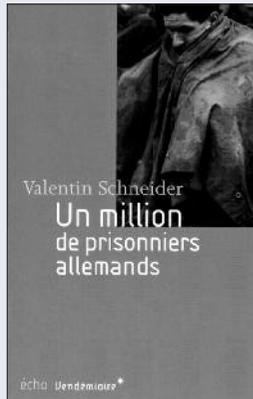
Valentin Schneider\*



**Bis zum heutigen Tage wird die deutsche Besatzungszeit in Frankreich zwischen 1940 und 1944/45 mehrheitlich als absoluter Tiefpunkt der deutsch-französischen Beziehungen angesehen und dargestellt. Dabei wurden jedoch eine ganze Reihe Charakteristika der deutschen Präsenz in Frankreich während des Zweiten Weltkriegs außer Acht gelassen.**

### La cohabitation forcée

Près d'un million de prisonniers de guerre allemands ont été retenus en France, en partie jusqu'en 1948, au titre des réparations de guerre – un sujet souvent oublié par les historiens, alors que le discours national favorisait à la Libération l'image du Français honorable face à celle de l'Allemand brutal. Le mythe de la résistance, entretenu volontairement par les gaullistes et les communistes, ne renforçait les souvenirs douloureux dans la mémoire collective que si l'image des Allemands, propagée dans l'opinion publique, était la plus sombre possible.



renforçait les souvenirs douloureux dans la mémoire collective que si l'image des Allemands, propagée dans l'opinion publique, était la plus sombre possible.

L'emploi massif de prisonniers allemands en France, voulu surtout pour redresser l'économie du pays, sera plus compliqué que prévu, notamment en raison des relents de vengeance au sein de la population. Pourtant, les détenus seront peu à peu intégrés et respectés dans les familles. 27 600 d'entre eux choisiront en 1948 de rester en France.

Réd.

Fast eine Million deutsche Kriegsgefangene wurden zum Teil bis 1948 in Frankreich als erzwungene Reparationsleistung zurückgehalten. Während es an Publikationen und Orten der Erinnerung mit Bezug auf die Besatzungszeit und den französischen Widerstand zu keiner Zeit fehlte, so geriet die Präsenz deutscher Kriegsgefangener in Frankreich sehr rasch in Vergessenheit.

Diese Diskrepanz zwischen Geschichte und Erinnerung hat ihre Ursache vor allem in der negativ besetzten Rolle der Deutschen in dem von Charles de Gaulle angekurbelten Wiederaufbau der französischen nationalen Identität, die nach der für Frankreich äußerst schmachvollen Niederlage im Mai/Juni 1940 am Boden lag. Die Deutschen konnten nur als Täter wahrgenommen werden, nicht aber auch als Leidtragende. Die *Libération* wurde somit auch als Dreh- und Angelpunkt des Rückzugs der Deutschen ins Reich begriffen, obgleich Hunderttausende deutsche Kriegsgefangene in Frankreich festgesetzt worden waren.

Um dem in Frankreich ins Symbolische verschobenen Charakter der deutschen Präsenz gerecht zu werden, unterschlug die kollektive Erinnerung zudem die hochgradige Differenzierung, die für die Beziehungen zwischen Franzosen und Deutschen prägend war. Der erstarkte französische nationale Diskurs benötigte für die Deutung der erzwungenen deutsch-französischen Kohabitation die Idee eines getrennten Nebeneinanders, bzw. eines Gegeneinanders. Genauer:

\* Valentin Schneider, gebürtiger Rheinländer, wohnt seit 1995 in der Normandie. Seine Doktorarbeit hat er 2013 an der Universität Caen über die deutsche Präsenz in der Normandie von 1940 bis 1948 geschrieben.

das Bild des ehrenhaften Franzosen, der gegen den brutalen Deutschen kämpft.

Dadurch konnten nur die negativsten Bilder aus der Besatzungszeit und die durchaus schmerzhaften Erinnerungen daran Eingang in das kollektive Gedächtnis finden – eine Tendenz, die eindeutig vom „Widerstandsmythos“ der Gaullisten und Kommunisten verstärkt wurde. Ein solcher Diskurs konnte nur funktionieren, wenn gleichzeitig das Bild der Deutschen in der öffentlichen Meinung möglichst schwarz gemalt wurde. Dabei wurde gezielt übersehen, dass es nie zuvor in der Geschichte beider Nationen zu einem solchen Maß an individuellen Kontakten zwischen Vertretern beider Kulturen gekommen war.

### Deutsch-französische Kohabitation

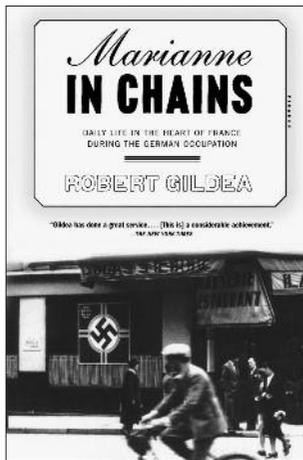
Die Erfahrungen während der Besetzung waren für die Franzosen von Region zu Region, manchmal von Ort zu Ort sehr unterschiedlich, je nach den strategischen Prioritäten der Deutschen sowie der militärischen Einsatzhistorie der jeweiligen Einheiten; nicht zuletzt hingen sie von der Persönlichkeit der einzelnen Kommandanten ab. Vor allem im Landesinneren hatte es die Bevölkerung mit der Besatzungsmacht meistens nur in Gestalt der Militärverwaltung zu tun, die nicht sonderlich viele Soldaten zählte, sich aber vor allem durch Requirierungsmaßnahmen unbeliebt machte, die deutsche Vergeltungs- und Verfolgungspolitik mit wachsender Kompromisslosigkeit anwandte und den pflichtmäßigen Arbeitseinsatz ganzer französischer Altersklassen durchsetzte (vor allem in Form des *Service du Travail Obligatoire*, kurz STO).

Anders verhielt es sich in den stark besetzten Küstengebieten. Hier galten zwar die gleichen Regeln des Militärbefehlshabers in Frankreich,

doch hier war die Präsenz deutscher Einheiten dichter und kontinuierlicher. Die entlang des sogenannten Atlantikwalls eingesetzten Truppen hatten den Auftrag, jegliches alliierte Landungsunternehmen zu vereiteln. Dabei traten in aller Regel auch hier die Interessen der Bevölkerung in den Hintergrund, zumal ab Ende 1943 auch Zivilisten von den lokal stationierten Einheiten zu Schanzarbeiten vor Ort verpflichtet wurden.

Dennoch bot die Besatzungssituation sowohl Deutschen als auch Franzosen die Gelegenheit, den jeweiligen „Erbfeind“ persönlich kennenzulernen. Viele Einheiten verblieben über lange Perioden, manchmal für mehrere Jahre, in ein und derselben Ortschaft, wobei Mannschaften und Offiziere oftmals in französischen Privatunterkünften untergebracht wurden. In solchen Situationen konnten sich Franzosen und Deutsche bis zu einem gewissen Grad aneinander gewöhnen. Nur äußerst selten hatten Franzosen jetzt noch die Möglichkeit, den Deutschen aus dem Weg zu gehen oder diese förmlich zu ignorieren. Auch wenn der Umgangston im öffentlichen Raum meistens distanziert kühl blieb, vor allem um die Abneigung gegenüber der Fremdherrschaft zu unterstreichen, so entwickelten sich die individuellen Beziehungen hinter verschlossenen Türen ganz unabhängig vom zunehmend deutschfeindlichen Klima: Hier konnten sich Deutsche und Franzosen als Menschen wahrnehmen; der Umgangston hing ab von Persönlichkeit und Sprachkenntnissen, aber auch von Lebenserfahrungen, Alter, sozialer Herkunft und Bildungsstand.

Anders verhielt es sich dort, wo Truppen nur für wenige Wochen stationiert waren, z. B. um sich mit speziellen Verteidigungsanlagen an der Küste vertraut zu machen, oder weil sie sich auf dem Durchmarsch zur Ostfront befanden. In solchen Fällen kamen persönliche Kontakte zwischen Deutschen und Franzosen weitaus weniger spontan zustande. Besonders problematisch gestaltete sich die Besatzungserfahrung für die Bevölkerung, wenn lokal stationierte Truppen erst kürzlich von den Kämpfen in Russland abgezogen und für einige Monate zur Auffrischung nach Frankreich verbracht worden waren. Oft verhielten sich Soldaten solcher Einheiten respektlos und machten sich vor allem durch unerlaubtes Re-



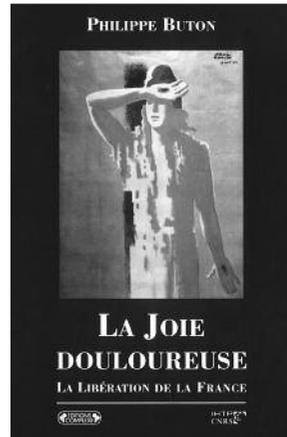
quirieren, Diebstahl, Sachbeschädigungen sowie tätliche Gewalt negativ bemerkbar.

Während der Befreiung Frankreichs gerieten über 300 000 deutsche Soldaten in alliierte Kriegsgefangenschaft; sie wurden zum größten Teil in speziell angelegten Zentral- und Arbeitslagern zurückgehalten. Diese befanden sich vor allem in der nördlichen Hälfte Frankreichs und im Rhône-Tal. Neben den direkt in Frankreich gefangenen Soldaten wurden nach und nach auch die deutschen Kriegsgefangenen aus den Kämpfen in Belgien und Deutschland in die Lager in Frankreich transportiert – 1945 befanden sich somit knapp eine Million deutsche Kriegsgefangene in Frankreich. Der straff organisierte Arbeitseinsatz der Gefangenen ermöglichte es den Alliierten, eigenes Personal zu sparen, vor allem in den rückwärtigen Armeegebieten, wo die Versorgung der kämpfenden Verbände mittels zahlreicher Materiallager und Transportwege organisiert wurde.

Doch dieser massive Arbeitseinsatz von Deutschen in Frankreich unmittelbar nach der Befreiung war vielen Franzosen ein Dorn im Auge, zumal die arbeitenden Kriegsgefangenen oft recht gute Lebensmittelrationen erhielten und sich wegen Mangels an Bewachungspersonal relativ frei bewegen konnten. Zudem diente ihre Arbeit in Frankreich ausschließlich alliierten militärischen Zwecken, was von vielen Franzosen, die die Befreiung von Paris am 25. August 1944 quasi als Kriegsende wahrgenommen hatten, immer weniger akzeptiert wurde. Velerorts wurden nun Stimmen laut, die einen Einsatz der deutschen Kriegsgefangenen im Interesse der französischen Wirtschaft forderten. Dies deckte sich mit der Konzeption de Gaulles, dem nicht nur die von den Alliierten zugesagten Besatzungszonen im Nachkriegsdeutschland ins Konzept passten, sondern der auch in den deutschen Kriegsgefangenen ein aussagekräftiges Symbol für die französische Wiederauferstehung sah.

Zwar forderten die Franzosen bald den Transfer der von den Amerikanern und Engländern in Frankreich zurückgehaltenen deutschen Kriegsgefangenen aus alliiertem Gewahrsam in französische Obhut, doch sie schenkten dabei kaum den teilweise katastrophalen Lebensbedingungen vor allem in den Zentrallagern Beachtung. Besonders

nach der bedingungslosen Kapitulation des Deutschen Reiches am 7. Mai 1945 in Reims hatte sich die Lebensmittelversorgung der deutschen Kriegsgefangenen zusehends verschlechtert. Eine unbekannte Zahl (auf jeden Fall im hohen fünfstelligen Bereich) deutscher Soldaten war so im Sommer 1945 dem Hungertod zum Opfer gefallen.



Die praktische Umsetzung des Arbeitseinsatzes deutscher Kriegsgefangener in Frankreich ab 1945 gestaltete sich daher weitaus komplexer als das vereinfachende Sieger-Besiegter-Schema vermuten ließ. Angesichts der Versorgungslage der eigenen Bevölkerung, die schwierig war, hatte Frankreich alle Mühe, seinen humanitären Ambitionen als *Grande Nation* gegenüber den besiegten Deutschen gerecht zu werden und die in den alliierten Lagern entstandenen Missstände zu beheben. Dies hatte seine Ursache nicht nur darin, dass es an materiellen Ressourcen mangelte, sondern spiegelte auch den Umstand wider, dass jegliche Art französischer Hilfsmaßnahmen für die Deutschen anfangs nur äußerst schwer der immer noch sehr deutschfeindlich gesinnten einheimischen Bevölkerung zu vermitteln war.

Es ist eine Tatsache, dass die Franzosen den deutschen Soldaten gegenüber zunächst sehr aufgebracht waren. Nicht selten kam es zu kollektiven Gewaltaktionen, die von verbalen Aggressionen bis zum Werfen von Pflastersteinen auf verwundete Gefangene reichten. Dies entsprach offenbar dem dringenden Bedürfnis vieler Franzosen, sich nach vier Jahren der Apathie unter der deutschen Besatzung nun endlich im Sinne der deutschfeindlichen Meinung zu verhalten – nicht selten auch, um die eigene germanophobe Gesinnung im öffentlichen Raum einwandfrei herauszustellen und damit in Zeiten der politischen Säuberung (*épuration*) jeden Verdacht darüber auszuräumen, man sei ein Kollaborateur gewesen.

Wenngleich der massive Arbeitseinsatz deutscher Kriegsgefangener in Frankreich anfangs also im Schatten gewisser Rachegefühle der Franzosen stattfand, hatte er aber durchaus auch positive Konsequenzen für die Deutschen. Eine davon war die von den Behörden angestrebte und rasch vollzogene geografische Verteilung der Kriegsgefangenen über ganz Frankreich, was durch die Auflösung der überfüllten Lager zu einer raschen Verbesserung der Lebensmittelversorgung führte.

### Die allmähliche Banalisierung

Darüber hinaus führte die Neuorganisation des Arbeitseinsatzes zur Auflösung der anonymen Gruppen, in denen die Kriegsgefangenen bis dahin zusammengefasst worden waren. Wo immer nun deutsche Soldaten zur Arbeit eingesetzt wurden, wurden sie als Individuen mit Vor- und Nachnamen wahrgenommen; bald wurden viele Deutsche von ihren Arbeitgebern als tatkräftige Mitarbeiter geschätzt.

Nicht selten, vor allem im ländlichen Frankreich, wo zahlreiche Gefangene auf teils kleinen Bauernhöfen arbeiten mussten, entwickelten sich freundschaftliche, manchmal gar familiäre Beziehungen zwischen Franzosen und deutschen Gefangenen. Trotz anfänglichen Verbots speisten die Deutschen schon bald am Tisch ihres Arbeitgebers. Allerorts normalisierten sich die individuellen Beziehungen. Wegen des akuten Arbeitskräftemangels strebten die französischen Behörden ab 1947 an, möglichst viele Deutsche als freie Arbeiter in Frankreich zu halten. Nach dem offiziellen Ende der deutschen Kriegsgefangenschaft in Frankreich im Dezember 1948 entschlossen sich immerhin 27 600 Deutsche, sich nicht wieder zurück nach Deutschland repatriieren zu lassen. Viele von ihnen konnten bald danach die französische Staatsbürgerschaft beantragen und gründeten mit einer Französin eine Familie.

Doch diese Entwicklung lässt sich kaum auf eine eventuelle Frankophilie der Nichtheimkehrer zurückführen. Viel-

mehr mangelte es diesen Menschen an ausreichenden Perspektiven in Deutschland, viele hatten ihre Heimatadresse verloren, entweder weil Haus, Hof oder Wohnung während des alliierten Luftkrieges zerbombt worden waren oder weil sie aus Familien stammten, die man aus den deutschen Ostgebieten vertrieben hatte. Andere wollten sich einer ungewissen Zukunft in der sowjetischen Besatzungszone entziehen.

Letztlich geriet die Zeit der deutschen Kriegsgefangenschaft in Frankreich zwischen 1944 und 1948 wohl auch deswegen sehr schnell in Frankreich in Vergessenheit, weil die Begleitumstände offensichtlich im Gegensatz zum nationalen deutschfeindlichen Diskurs standen. Vor allem passten einerseits die oftmals schlechten Lebensbedingungen in den Lagern, andererseits die meist friedliche Zusammenarbeit von deutschen Kriegsgefangenen und Franzosen in der Wirtschaft so gar nicht zum Bild des brutalen deutschen Soldaten.

Sowohl die deutsche Besatzung als auch die deutsche Kriegsgefangenschaft in Frankreich stellte für Deutsche und Franzosen eine bedeutende Gelegenheit dar, den anderen jenseits der üblichen Feindpropaganda mit eigenen Augen zu betrachten und kennenzulernen. Ähnliches darf sicherlich auch für die Präsenz französischer Kriegsgefangener, Arbeiter, und Besatzungssoldaten in Deutschland vor und nach 1945 behauptet werden.

Hätte sich die bilaterale Annäherung entwickeln können, wenn die Idee der Versöhnung nach Jahrzehnten gemeinsamen Leids nicht von breiten Teilen beider Völker aufgrund der wechselseitigen Erfahrungen letztendlich akzeptiert und geteilt worden wäre?

### Bibliographie

- Valentin Schneider, *Un million de prisonniers allemands en France 1944-1948*. Vendémiaire, Paris, 2011, 192 pages.
- Philippe Buton, *La joie douloureuse, La libération de la France*. Complexe, Paris, 2004, 286 pages.
- Robert Gildea, *Marianne in Chains, Daily life in the heart of France during the German occupation*. Macmillan, London, 2002, 507 pages.

# Mépris pour « l'ennemi éternel »

## Adolf Hitler et la France entre 1933 et 1945

Eugène Berg\*

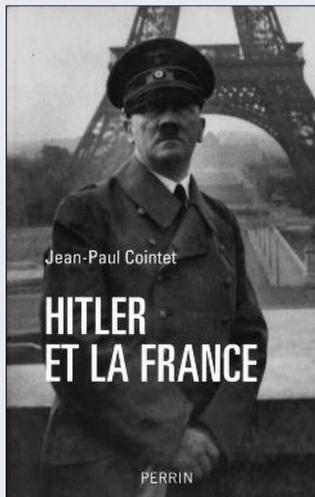
» Jean-Paul Cointet, professeur émérite des universités, spécialiste reconnu de la Seconde Guerre mondiale, revisite dans son dernier livre une période, sur laquelle l'historiographie française a surtout privilégié l'impact de la politique hitlérienne sur la France, alors qu'à l'étranger une place marginale lui est généralement accordée.

Les réactions françaises face à la domination allemande ont été plus souvent analysées que la vision prospective de la France dans l'Allemagne hitlérienne. Une exception réside dans l'ouvrage de l'historien allemand Eberhard Jäckel, *Frankreich in Hitlers Europa*, paru en 1966 (traduction française chez Fayard, *La France dans l'Europe de Hitler*, 1968), fondé sur de nombreuses sources allemandes, et qui demeure un guide précieux, bien qu'ancien. Il néglige toutefois toute la période antérieure à 1939 sans laquelle la suite ne saurait se comprendre.

Dans *Mein Kampf* Hitler identifie la France aux guerres qui l'ont opposé à l'Allemagne depuis celle de Trente Ans. Aux yeux du *Führer*, elle restait l'« ennemi éternel du peuple allemand », car elle s'est constamment attachée au démembrement de l'Allemagne. Le second grief est lié directement à ses préjugés racistes et antisémites : « C'est uniquement en France que l'on remarque aujourd'hui un accord secret, plus parfait qu'il n'a jamais été, entre les intentions des boursiers, dont les juifs sont des représentants, et les vœux d'une politique nationale inspirée par le chauvinisme ».

### Hitler und Frankreich

In *Mein Kampf* bezeichnet Hitler Frankreich als ewigen Feind des deutschen Volkes – seit dem Dreißigjährigen Krieg, da es ständig die Zerstückelung Deutschlands betrieben habe. Er äußert sich antisemitisch und rassistisch über das Nachbarland, dessen Kolonien der Grund für „minderwertige Rassen“ in Europa seien und damit eine „tödliche Gefahr“. Die „Hüterin des Versailler Vertrags“ und „Garantin eines neuen universalen Humanismus“ gehöre eliminiert; tatsächlich stellt Frankreich für die „Lebensraum“-Politik Hitlers und seinen



Traum von der Herrschaft über den europäischen Kontinent ein Hindernis dar, was die Frankreichpolitik des Dritten Reiches erklärt, so Jean-Paul Cointet in seinem Buch *Hitler et la France* (Hitler und Frankreich). Waffenstillstand und Vichy-Regierung hätten allein der Neutralisierung und Ausbeutung Frankreichs gedient, an ein Bündnis auf Augenhöhe sei nie gedacht gewesen.

Jean-Paul Cointet zeichne ein ungeschminktes Bild Frankreichs während der Nazizeit aus der Sicht Hitlers, so der Rezensent. Red.

\* Eugène Berg est ancien consul général de France à Leipzig et ancien ambassadeur.

Le troisième argument, lié au précédent, voit en la France par sa tradition coloniale la pourvoyeuse des « *racés inférieures* » en Europe. Du fait du mélange des races, Hitler craignait que dans trois siècles les faibles traces de sang aryen subsistant encore en France aient disparu. Il y aura, affirmait-il, du Rhin au Congo, un grand Etat peuplé de mulâtres appartenant à cette race inférieure et indéfinissable qui se forme à la suite de mélanges continus. Aux yeux d'Hitler, la France présentait donc un danger mortel : « *Ce peuple qui tombe peu à peu au niveau des nègres met sourdement en danger l'existence de la race blanche en Europe* ». La France apparaît aussi un ennemi à abattre, pour elle-même, car elle est la gardienne du Traité de Versailles et se veut la garante du nouvel humanisme et de son universalisme. Mais au-delà de cet objectif immédiat, la France devait être éliminée du jeu européen, car elle constituait un obstacle à la politique du *Lebensraum*, le véritable objectif d'Hitler. Pour autant, montre Jean-Paul Cointet, l'élimination de la France n'était pas une fin en soi, mais un moyen au service d'une ambition plus vaste : la domination du continent européen tout entier. Ce sera l'occasion de sortir du cadre convenu d'une « guerre de trente ans » franco-allemande.

## Sortie de l'Histoire

De ces idées résulte directement la façon dont le Troisième Reich traita la France après 1940. Elles reflétaient et imprégnaient tout un courant d'idées, chez de nombreux intellectuels et chez les fonctionnaires de la Propagande et des Affaires étrangères. Il y avait donc en Allemagne, bien avant 1940, une conception intégrée d'une politique à mener vis-à-vis de la France où les aspects économiques, démographiques, raciaux et territoriaux étaient étroitement liés. Pourtant, arrivé au pouvoir, Hitler, par ruse, par attentisme ou comme valeur de test, tout en voulant effacer totalement les effets du Traité de Versailles et désireux d'abord de récupérer les territoires allemands (annexion de l'Autriche, de la Bohême, des Sudètes), se montra conciliant vis-à-vis de la France. Il lui fallait traverser une « zone de risque », jusqu'en 1935-1936. La France pourra conserver son

empire, déclara-t-il à des journalistes, et même récupérer Genève, Lausanne et la Wallonie, en « *compensation* », d'autres pertes territoriales (il avait en vue, au-delà de l'Alsace-Lorraine, la création d'un Etat breton, considéré ethniquement « aryen » et d'un Etat bourguignon ; quant à Madagascar, il y enverrait les juifs d'Europe). A la France de choisir, concluait-il : « *Ou l'entente avec un rôle politique adéquat en Europe de l'Ouest, ou l'affrontement que l'Allemagne n'a pas à redouter* ».

Hitler cherchait avant tout ainsi à rassurer l'opinion française, à mettre à profit le pacifisme de sa population et empêcher ou perturber le regroupement de puissances contre elle. Voyant que la France n'avait nullement réagi, ou avec une grande mollesse, à ses diverses provocations (entrée sur la rive gauche du Rhin, remilitarisation...), il en conclut, deux mois après la clôture des Jeux Olympiques de Berlin, que la France avait cessé, au moins pour le moment, d'être un sujet de politique étrangère pour devenir un objet. En d'autres termes, la France était sortie de l'Histoire. D'où la séquence des événements qui s'ensuivit. A la déclaration de guerre de la France et de la Grande-Bretagne à l'Allemagne, le 3 septembre 1940, l'offensive à l'Ouest ne fit l'objet d'un plan que le 9 octobre, la Pologne étant écrasée. Les buts de guerre allemands étaient certes d'obtenir la liquidation militaire définitive à l'Ouest, mais non d'acquérir des gains territoriaux (l'Alsace-Lorraine était à peine mentionnée), mais de lever l'hypothèque pesant sur le flanc occidental de l'Allemagne et de jeter les bases de la domination allemande sur l'Europe. Pourtant la défaite de la France, écrasante et rapide, accorda au régime une forme de consécration et assura à Hitler une autorité plus forte que jamais qu'il sauvegarda jusqu'à l'été 1944. Les Allemands étaient entrés dans la guerre sans enthousiasme et l'écrasement de la Pologne lui avait fait espérer que le cycle des guerres était désormais clos. En Allemagne l'écrasement de la France, puissance redoutée, fait alors d'Adolf Hitler le plus grand Allemand de tous les temps. Jean-Paul Cointet consacre six pages à la visite éclair qu'Hitler effectua à Paris le 25 juin 1940 au matin, qui révéla sa profonde connaissance des trésors architecturaux de la ville lumière, qu'il admirait et jalousait tant.

## Une image crue

La Convention d'armistice (et surtout son application) fut fondée sur la double volonté de neutralisation et d'exploitation de la France. Du fait que l'Allemagne nazie ne disposait pas de forces d'occupation suffisantes, il lui fallut s'appuyer largement sur le maintien d'une administration française et sur certaines collaborations internes. Ce fait confère au cas français une originalité propre par rapport aux autres modes d'occupation en Europe. Du point de vue d'Hitler, cette collaboration devait se limiter à extraire de la France le maximum de ressources et d'en obtenir des travailleurs afin de lui permettre de concentrer toutes ces ressources nationales à la conquête de territoires à l'Est. La sphère culturelle n'intéressa pas Hitler, qui la laissa à son ambassadeur en France, Otto Abetz (1903-1958), preuve du peu de respect qu'il avait de la culture. A la suite du philologue Ernst Robert Curtius (1886-1956), dont il avait lu *Die französische Kultur* (Essai sur la France) publié en 1931, Hitler estimait que la philosophie française depuis Descartes, bornée par la science, se trouvait limitée dans son expansion. Alors que la pensée allemande était en mesure pour sa part d'atteindre le stade de l'idéalisation et ne connaissait par conséquent aucune limitation. La pensée allemande dispose d'une aptitude au développement, alors que l'esprit français cultive, de son côté, la mémoire. Combinées, ces données antagonistes mettent en confrontation spirituelle une France satisfaite, conservatrice, soucieuse avant tout de préserver ses acquis et une Allemagne en mouvement qui n'a pas encore atteint le moment de sa plénitude.

## La France, partenaire du Reich ?

Pour Hitler le modèle nazi n'était pas transposable et s'embarasser de « collaborateurs » eût été s'embarasser de partisans qui n'eussent pas manqué de se prévaloir de leur engagement et de réclamer leur part de butin. Au plan des relations d'Etat à Etat, il ne lui est jamais venu à l'esprit de faire de la France de Vichy un Etat associé. Significatif à cet effet apparaît l'épisode de la Légion des volontaires français (LVF) contre le bolchévisme, projet conçu par le collaborateur

français Jacques Benoist-Méchin (1901-1983), qui consistait à recruter dans les deux zones et à faire avaliser le projet par Berlin. Il fallut déchanter. Le commandant militaire et la *Wehrmacht*, en la personne de Wilhelm Keitel (1882-1946), eut tôt fait de refroidir les enthousiasmes. A la première visite d'incorporation des volontaires, les médecins allemands éliminèrent les trois quarts d'entre eux. Puis Hitler rejeta tout en bloc, interdit la nouvelle Légion acceptant tout au plus de porter les effectifs de la LVF au niveau d'un régiment. Hitler ne voulait décidément pas d'une cobelligérence officielle, faisant de la France un partenaire de l'Allemagne. Celle-ci trouvait avantage au maintien d'un régime aux orientations conservatrices et que rassuraient son antilibéralisme, son antisémitisme, son goût de l'ordre et son aptitude à concilier les apparences de la souveraineté avec ce qu'il fallait bien accepter de concessions. Fin 1943, ce régime est toujours en place, avec un chef d'Etat, un premier ministre et une administration certes de plus en plus inactifs et neutralistes, mais sa législation d'exception, sa Milice et ses juridictions spéciales le mettent en passe de se muer en régime fascisant. En 1944, le gouvernement de Vichy ne joua plus, d'aucune façon, le moindre rôle de partenaire de la politique d'Hitler. La France n'intéressait le *Führer* que dans la mesure où elle fournissait à l'économie allemande main-d'œuvre, matières premières et vivres dans l'espoir de contreparties. Ce n'est que sur la fin de la guerre, et mettant un régime à bout de souffle, que seront mis en avant les plus déterminés des collaborationnistes français. Ce qui conduira à une dérive fascisante, le Vichy de l'ex-révolution nationale. Hitler n'eut que mépris pour l'autre France, celle des résistants du dedans et du dehors, ne voyant en eux que des « terroristes », des « bolchéviks », incapables de concevoir pour autrui ce que lui-même avait reconnu à l'Allemagne en termes de patriotisme. En replaçant l'ensemble de cette période 1933-1945 sous l'œil d'Hitler, Jean-Pierre Cointet offre une image crue de la France, de ses faiblesses et manquements, comme de ses graines d'espoir.

Jean-Paul Cointet, *Hitler et la France*. Perrin, Paris, 2014, 430 pages.

# Six mois pour libérer l'Alsace

Eugène Riedweg, *La libération de l'Alsace. Septembre 1944 – mars 1945*. Tallandier, Paris, 2014, 378 pages.

Docteur en histoire, qui avait publié en 1995 *Les Malgré Nous : histoire de l'incorporation de force des Alsaciens-Mosellans dans l'armée allemande*, Eugène Riedweg dresse un tableau complet et objectif du dernier chapitre de la Guerre mondiale en territoire français. Alors que la libération de la France s'est effectuée en trois mois, il en a fallu le double pour libérer l'Alsace. En effet, pour Hitler, il n'était pas question d'abandonner cette terre du *Reich* et ses armées se sont battues avec détermination. De septembre 1944 à mars 1945, les Alliés ont accumulé les difficultés : manque de logistique, hiver rigoureux, stratégie du front défaillante. Pour Eisenhower, l'Alsace en effet ne représentait pas un objectif stratégique, pour lui l'invasion de l'Allemagne devait s'effec-



tuer par le Nord, seul importe le nord de l'Alsace qui permet d'envahir le Palatinat et ainsi de soutenir l'offensive générale alliée en direction de la Sarre et de la Ruhr. Pour Eisenhower, sa libération doit en grande partie être laissée aux Français. L'opération fut menée par le 6<sup>e</sup> groupe d'armée américain du général Devers, constituée de la 7<sup>e</sup> armée américaine et de la 1<sup>ère</sup> armée française. Or Eisenhower ne s'entendait pas du tout avec le général Devers qui préparait une opération de franchissement du Rhin en novembre 1944. Obligé de réorienter son angle d'attaque vers le nord pour soutenir Patton, il empêche la réduction de la poche de Colmar qui s'est formée entre les deux offensives et qui ne pourra être éliminée qu'en février 1945. En janvier 1945, Eisenhower ordonna même d'abandonner Strasbourg et toute l'Alsace, ce à quoi s'opposa avec énergie le général de Gaulle. Cependant, le rôle déterminant joué par les Américains en février 1945 dans la libération de l'Alsace a été occulté pendant près de 70 ans par les récits des libérations de Mulhouse et de Stras-

bourg par la 1<sup>ère</sup> armée et la 2<sup>e</sup> division blindée. Sans minimiser le rôle de ces dernières, ce sont les divisions américaines qui ont joué le rôle principal, ce qui a fait l'objet que de très peu d'écrits en France.

Eugène Riedweg accorde une place particulière à la résistance alsacienne, qui s'est développée à l'écart de la française. C'est elle qui mit en place les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI), au moment même où ceux-ci sont dissoutes dans le reste de la France. Les FFI d'Alsace vont jouer un rôle important pendant plusieurs mois aux côtés des armées française et américaine ne seront dissoutes qu'en février 1945. L'intégration des FFI dans l'armée française après la libération de l'Alsace est ainsi l'occa-

sion pour l'armée française de passer d'une armée de type colonial à une véritable armée nationale. La libération de l'Alsace n'a pas donné lieu aux scènes de liesse et d'enthousiasme qu'on a pu constater en France, écrit l'auteur, mettant ainsi cette région (involontairement) dans une catégorie à part.

Depuis, les Alsaciens commémorent leur libération et honorent leurs libérateurs. Heureusement les temps ont changé : pour le 60<sup>e</sup> anniversaire de la libération de Mulhouse, c'est un colonel allemand qui commandait la prise d'armes de la brigade allemande.

Eugène Berg

## Das Ende des Zweiten Weltkriegs im Elsass

Die Befreiung Frankreichs hat drei Monate gedauert, die Befreiung des Elsass doppelt so lange (von September 1944 bis März 1945). Der promovierte Historiker Eugène Riedweg erinnert in einem 2014 erschienenen Buch an die genauen Umstände.

Red.

# Die Heimkehr ins Elsass

## Alltagsvisionen vom Kriegsende im Feindesland

Jean-Marie Winkler\*

» Bis heute kaum bekannt ist das Schicksal der als „eindeutschungsfähigen“ eingestuften Elsässer, die ins Deutsche Reich zwangsumgesiedelt wurden. Dabei betraf diese sogenannte „Eindeutschung“ ganze Familien, die in Deutschland eine neue „Heimat“ finden sollten.

### Une chronique familiale

L'auteur a pu se procurer la chronique d'une famille alsacienne déplacée de force pour être germanisée. Le texte d'Alexandre Schwertz (1911-2010),



devenu aveugle à l'âge de 18 ans, a été retranscrit d'après l'original de 1946. Il traduit le sentiment allemand de la défaite vécu par une famille alsacienne en exil. Réd.

Die ganze Familie musste eines Morgens auf Befehl von „zwei Gendarmen“ alles hinter sich zurücklassen. Nach dem Familienlager in Schelkingen befanden sich die Schwertz Ende 1942 in einem kleinen Ort unweit von Berlin vereint, wo man ihnen zwei Zimmer in einem abgelegenen Haus und eine Arbeit zugeteilt hatte. *„Rüdersdorf hieß der Ort, der ihnen eine neue Heimat bieten sollte. Dieser Ort lag am Rande Berlins.“*

Knappe drei Jahre später sind die ersten Visionen vom Kriegsende chaotisch: *„Unaufhaltsam und mit unheimlichen Getöse nahte sich von Osten her die Front unserer Gegend zu. Obwohl es unsere Absicht war, alle Geschehnisse des Krieges daheim über uns ergehen zu lassen, wie es ja bei Fliegerangriffen der Fall gewesen war, fanden wir es diesmal doch ratsamer, einen sichereren Ort aufzusuchen. Kaum zwanzig Minuten von unserem Hause entfernt befanden sich die Stollen des Kalkwerkes. Sich zurückziehende deutsche Panzer hatten inzwischen hinter unserem Garten neue Stellung bezogen.“* Die Straßenkämpfe von Berlin werden aus der Fer-

ne wahrgenommen: *„Nur dumpf und undeutlich drang der Kampfärm jetzt noch zu uns. Als es nachts gewesen war, schien es, als entferne sich die Front. Sitzend, den Rücken an eine Felswand gelehnt, in diesem tunnel- und höhlenartigen Stollen lauschte ich in dieser schlaflosen Nacht dem Heulen der Sirenen zu. Eine sanfte Nachtluft trug den Ton von Berlin zu uns herüber. Uns galt der Alarm nicht mehr, zum ersten Mal.“*

Die ersten Bilder des vermeintlich „befreiten“ Landes am Sonntagmorgen des 22. April 1945 sind jedoch Visionen des Todes und der Zerstörung: *„Ein Tag und eine Nacht hatte genügt, um auch in der Landschaft eine Änderung herbeizuführen. Der Heimgang war mühsam und schauderhaft zugleich. Nur langsam kamen wir vorwärts, da die Straße hin und wieder einen Trichter aufwies, oder mit umgefallenen Bäumen versperrt war. Da und dort lagen Soldaten in ihrem Blut neben zerschossenen Panzern. Tod und Zerstörung boten überall und soweit das Auge reichte, ein grauenhaftes Bild.“*

\* Jean-Marie Winkler, ordentlicher Professor der Germanistik an der Universität Rouen, stammt aus demselben Dorf Sausheim wie Alexandre Schwertz (1911–2010), Autor einer kleinen Schrift, der seine Eindrücke 1946 vor allem für den engen Familienkreis noch einmal zusammentrug. So bekam Jean-Marie Winkler 2009 die Chronik zu lesen: *Das Schicksal einer Elsässer-Familie im NS-deutschen Exil. Erinnerungen und Erlebtes aus dem Zweiten Weltkrieg.*



Die Verwüstung hatte auch das Haus der Familie nicht verschont: „Äußerlich war es noch so, wie wir es verlassen hatten. Aber wie ganz anders sah es in seinen Räumen aus. Darin schien ein Krieg für sich getobt zu haben. Alles war da drunter und drüber. Was nicht gestohlen worden war, lag zerstört oder beschmutzt am Boden. In diesem Dreck und dieser Unordnung hauste obendrein noch russisches Militär.“

### Zeugen einer irregangenen Menschheit

Sehr schnell erweist sich die Anwesenheit der sowjetischen „Befreier“ als eine neue Gefahr: „Von Stunde zu Stunde wurde unsere Lage unerträglicher. Sie, die ‚Befreier‘, ließen sich in den Räumen nieder, zu gemütlichen Gelagen bei Wein und bei Schnaps. Wir mussten uns immer mehr zurückziehen, denn auch unsere Beteuerungen, dass wir doch Franzosen waren, halfen nichts. Die Rollen schienen vertauscht zu sein. Wir waren scheinbar jetzt die Fremden, die Eindringlinge. Bald erkannten wir, dass unser Bleiben hier allerlei Gefahren ausgesetzt würde.“

So beschließt Familie Schwertz, sich auf den Weg zu machen. „Gegen abends 8 Uhr an diesem Sonntag luden wir unsere Handkoffer, einige Decken und etwas Lebensmittel auf zwei kleine Ziehwagen. An beiden Wagen flatterte ein blau-weiß-rotes Fähnchen.“

Die Erinnerungen von Alexandre Schwertz dokumentieren den Flüchtlingsalltag Ende April 1945: „Von nun an war die Landstraße unser Arbeitsfeld, das weite Land unsere Speisekammer, der

*Straßenrand unser Hort, zerschossene Häuser und durchlöchernte Scheunen willkommenen Schlafräume. Bald waren wir nicht mehr allein auf unserer Wanderung. Schon an diesem Montagmorgen [23. April 1945] waren wir in einen Flüchtlingsstrom geraten, der wie verabredet nach Osten flutete. Es waren das alle Menschen, die, von den Ketten der Versklavung nun-*

*mehr befreit, sich ohne zu zögern mit ihren Habseligkeiten heimwegs begeben hatten. Das Ziel dieser Menschen war zunächst ein Sammellager. Diese Reise führte uns durch ein verwüstetes Land mit zerstörten und verlassenen Ortschaften.“* Dabei scheinen die ehemaligen „Herrenmenschen“ in ihrer Erniedrigung der Orientierungslosigkeit ausgeliefert zu sein: „Die einzigen Einheimischen, die wir hier antrafen, waren ehemalige Volkssturmmänner. Sie lagen entweder tot in Schützengräben oder standen als Gefangene hinter Stacheldraht. Wenn am Abend wir auf die Gebäudereste eines Dorfes stürmten, waren immer einige hundert dieser Deutschen Zeugen unserer Belagerung. Mit glanzlosen, stummen Augen sahen sie uns zu, wie wir uns vielleicht in den Resten ihrer Häuser, ihrer Wohnungen einlogierten für die Nacht; während wir sie alsbald mit leeren Händen nach dem Osten ziehen sahen.“ Der Strom der Flüchtlinge nimmt mitunter eine skurrile Vielfalt der Erscheinungsformen an: „Soeben wurde ein Dielenwagen, mit Koffern voll beladen, von zehn Italienern an uns vorbeigeschoben. Hin und wieder trabten alte Pferde in einer Kolonne müde daher, die wohl von Flüchtlingen da und dort in einem verlassenen Stall aufgestöbert worden waren. Meist schleppten diese Tiere eine kleine Wagenkolonne hinter sich her. Da tauchte ein zweirädriger Straßenkehrerwagen auf, mit der weithin sichtbaren Anschrift, welche die Straßenverwaltung von Berlin als einstigen Eigentümer angab. Hierauf zog jemand mit einem größeren Puppenwagen vorbei. Es kam auch vor, dass einer ein Vehikel mit sich führte, das

sich nur noch auf drei Beinen fortbewegte. Waren wir doch besser dran, denn wir hatten jetzt einen zweirädrigen Handwagen, der, als wir ihn uns aneigneten, verlassen in einem Straßengraben lag.“

Überall herrscht eine apokalyptisch anmutende Zerstörung: „Der Krieg musste hier furchtbar getobt haben, denn kein Haus schien mehr bewohnbar zu sein. Die Mehrzahl der Häuser lagen völlig zerstört darnieder. Von den übrigen standen nur noch die geschwärzten Mauerreste, darin die leeren Fenster und Türöffnungen in den klaffenden Wänden, die uns angähnten. Mir war, sie stünden hier am Wege, als stumme Ankläger und Zeugen zugleich einer irregegangenen Menschheit...“

Der Weg führt weiter ins Ungewisse, auf der Suche nach einem Sammellager für Franzosen, das nicht in Küstrin, sondern im 120 Kilometer entfernten Landsberg zu finden sein soll. Schließlich wird Berlinchen, noch etwa 40 Kilometer weiter, von den beinahe bis zur Hoffnungslosigkeit Erschöpften erreicht: „Zehn Minuten waren wir vielleicht gegangen, als plötzlich der Ruf: ‚Franzus‘ uns aufhorchen ließ. Wie aus einem Traum erwachend, blickten wir verwundert und unseren Ohren kaum trauend nach dem Rufenden hin. Das Erstaunen war groß, als die fünf gewendeten Augenpaare einen Offizier erblickten, der ihnen mit einer Handbewegung zu verstehen gab: folgt mir! Unsere beiden Fähnchen am Wagen mussten ihm unsere Nationalität verraten haben. Hier stand wirklich ein Sammellager für Franzosen bereit. Wir waren die ersten, die darin aufgenommen wurden.“ Wenige Tage danach haben sich zahlreiche Franzosen eingefun-

den: „Schon eine Woche nach unserem Eintreffen in Berlinchen war das Lager bis auf den letzten Platz belegt, das die Russen, wie schon erwähnt, im Villaviertel des Städtchens eingerichtet hatten. Dieses Sammellager beherbergte nun etwas 3500 Franzosen, in der Mehrzahl ehemalige französische Kriegsgefangene.“

## Eine trostlose Seelenverfassung

Nach mehreren Wochen im Sammellager kommt die lang ersehnte Nachricht zum Aufbruch. „Tags darauf, am 29. Mai also, als die ersten Sonnenstrahlen über den östlichen Horizont blickten, fuhr ein endlos scheinender Zug mit Menschen und all ihren Habseligkeiten von Berlinchen weg. Unsere eigentliche Heimreise hatte begonnen. Langsam schlängelte sich die unübersehbare Kolonne auf der bekannten Straße durch den Wald Landsberg zu. Die erste Etappe, die uns also nach Landsberg zurückführte, musste zu Fuß zurückgelegt werden. Die Heimwanderer waren trotzdem in bester Stimmung. Wir ahnten damals nicht, dass es eine lange Reise werden würde, voller Mühen und Entbehrungen.“ Auf der Fahrt nehmen die auf offenen Lastwagen zusammengepferchten Heimkehrer ein düsteres Bild der ratlosen deutschen Bevölkerung wahr: „Menschen kamen und gingen. Alle mit ernsten, verschlossenen Gesichtern. Still eilten sie durch die Straßen, gleichsam wie Fremde in einem fremden Land. Wer hatte wohl die Gedanken dieser Menschen ergründen können? Zu umwälzend und gründlich war die Umwandlung, die sich um und in ihnen vollzo-

### Les PRO d'Alsace

Les Alsaciens contraints de quitter leur pays pour s'installer sur le territoire du Reich ne connaissent pas de dénomination particulière : ils ne sont ni des « Malgré-nous », ces soldats engagés d'office dans l'armée allemande, ni des prisonniers de guerre, ni des résistants, si ce n'est des résistants de seconde zone. Ces « transplantations » – vocabulaire officiel – ainsi que les expulsions avaient pour but de germaniser les départements occupés, empêcher



l'émigration de masse à l'intérieur de la France et stopper les évasions de jeunes qui refusaient le Service du Travail du Reich (RAD).

Ce n'est qu'en 1954 que le gouvernement français leur reconnaît le titre de Patriote proscrit avec assignation à résidence. En 1959, le titre a été modifié et transformé en Patriote Résistant à l'Occupation (PRO) des départements du Rhin et de la Moselle. Une première indemnisation a été décidée en 1992.

G. F.

gen hatte, und die sozusagen über Nacht erfolgt war. Zu tiefschienen sie entthront worden zu sein, wohin nun keine Sonne eines erneuernden Frühlingmorgens mehr hindringen mag. Mit dem gleichen glanz- und freudelosen Ausdruck in den Augen, mit dem damals ihre Väter eine andere Welt schauten, als sie als Gefangene nach dem Osten zogen, gingen nun auch daheim ihre Frauen durch das Leben. In diesen Augen lag der Widerschein einer trostlosen Seelenverfassung, gähnte die Hoffnungsleere der Herzen des einst so stolzen, nunmehr geschlagenen und besiegtten Volkes. War das vielleicht jetzt die Ernte jener unheilvollen Saat, die von einigen Deutschen gesät wurde?“

Von Landsberg aus geht es vorerst weiter. „Erst am anderen Morgen in der Frühe, man schrieb den 31. Mai, begann der Zug endlich seine Fahrt. Es ging in Richtung Berlin. Um Mittag lag Küstrin und die Oder hinter uns. Wir atmeten etwas erleichtert auf. Es ging vorwärts, wenn auch nur im Schnecken-tempo. Im Ganzen benötigte unser Transportzug, um die Strecke Landsberg-Berlin (hundertfünfzig Kilometer) zurückzulegen, so seine zwanzig Stunden.“ Danach verweilen die Heimkehrer mehrere Tage im Freien auf einer Wiese neben einem Berliner Vorortsbahnhof, wo Kräfte und Verpflegung allmählich schwinden. In der Schwüle von Anfang Juni 1945 ziehen immer wieder Kolonnen von Flüchtlingen vorbei.

## Zwangsumgesiedelte und Kriegsgefangene

Nach Tagen zermürenden Wartens tauchen endlich die lang ersehnten Lkws auf, mit denen die Reise fortgesetzt werden soll. Gegen acht Uhr abends spitzt sich die Lage zwischen den französischen Kriegsgefangenen und deren zwangsumgesiedelten Landsleuten aus dem Elsass etwas zu: „Da die ehemaligen Kriegsgefangenen bei jeder sich bietenden günstigen Gelegenheit für sich den Vorrang in Anspruch zu nehmen wussten, blieb uns vorerst nichts anderes übrig, als zuzuschauen, wie diese ein Fahrzeug nach dem anderen bestiegen und besetzten.“ Auf die Hiobsbotschaft, 500 Heimkehrer müssten im Lager zurückbleiben, folgt für Familie Schwertz überraschend die Erlösung: „Vom Lastwagen herab, der vor uns zum Stehen kam, rief uns plötzlich eine Stimme zu: ‚Allez, complétez la voi-

ture!‘ Ohne viel Worte zu verlieren eilten wir hin.“ Die Fahrt führt bis zur Grenze zwischen der sowjetischen und der englischen Besatzungszone. Die Brücke über die Elbe nimmt dabei symbolische Bedeutung an: „Etwa um halb sechs Uhr abends gelangten wir dann doch gemeinsam am Flusse an. Wohl schon eine gute Viertelstunde lang standen wir jetzt vor der Brücke, die wir aber noch immer nicht betreten durften, aber sie war erreicht, das war die Hauptsache! Greifbar nahe lag sie da, vor uns, diese Brücke. Heute möchte ich sie als ein Wendepunkt in unserem Leben betrachten. Diese Brücke verschaffte uns die Möglichkeit, Not und Elend, in ein besseres, lebenswertes Dasein hinüber zu schreiten. Kaum hundert Meter mag sie lang sein, diese vom Krieg verschont gebliebene Betonbrücke. Und doch berührt sie zwei Weltmächte, und obwohl sie im Herzen Deutschlands liegt. Sie trennte zu jener Zeit zwei Weltmächte, deren Entfernung in der geographischen Lage sonst über tausend Kilometer betragen dürfte. Während wir noch am Ostufer des Flusses standen, war uns doch schon heimatlich zumute. So, als wehte uns bereits Heimatluft entgegen.“ Das langersehnte Überqueren der Brücke führt bei den Heimkehrern zu Gefühlen, die jahrelang unterdrückt worden waren.

Vom englischen Sammellager geht es dann am Tag darauf nach Magdeburg, von wo aus die Weiterreise vier Tage lang in Güterwagons erfolgt. Die Heimreise über Holland und Belgien führt dann bis zur französischen Grenze, wo die *Marseillaise* ertönt. „Es war, wie wenn alles, selbst das Stückchen Boden auf dem der Zug stand, uns festhalten wollte. Kaum war der letzte Akkord der Nationalhymne verklungen, da brauste ein Jubelschrei entlang der Güterwagenreihe.“ Von Jeumont aus geht es schließlich über Paris und Belfort nach Mühlhausen. Der erste Anblick der Heimat nimmt selbst für den blinden Erzähler idyllisch anmutende Züge an: „Friedlich lag die elsässische Landschaft im Abend, über der jetzt ein mattgoldener Schein ausgebreitet lag, der das Auge meiner Lieben entzückte. Ich schaute das wiedergefundene, geliebte Land im Geiste, unwillkürlich, wie um mir alles besser vorstellen zu können, wendete auch ich mein Gesicht dem Fenster zu, durch das die Sonne jetzt müde, kraftlose Strahlen sandte. Nein, nirgends war es so schön, war man so froh wie daheim.“

# Reductio ad Hitlerum

## L'incarnation du mal et la théorie Godwin

Eugène Berg\*

» C'est un peu par hasard que dans les années 1990, Mike Godwin, avocat de l'Etat de New York, a énoncé un postulat d'une simplicité biblique : plus une conversation dure longtemps, plus les chances de voir un interlocuteur se référer aux nazis augmentent.

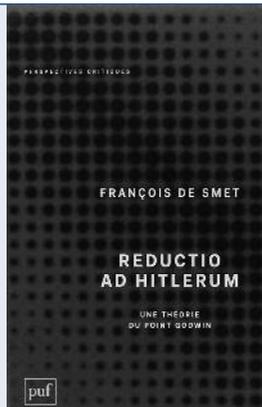
En pratique, « franchir le point Godwin » est considéré comme un discrédit pour celui qui l'utilise. Comparer le discours de l'autre au nazisme ou traiter son interlocuteur de nazi, révèle le peu d'arguments par le recours abusif à ce que représente aujourd'hui encore le mal politique et social absolu en Occident. En fait, il ne s'agit pas d'une idée véritablement nouvelle, car elle fut déjà employée en 1953 par le juriste Leo Strauss en analogie avec l'argument rhétorique *reductio ad absurdum*. L'idée est sensiblement similaire : constater qu'il existe un chapelet idéologique dont la simple référence sent le soufre, cadre le champ de la discussion légitime et disqualifie celui qui en transgresse les limites. L'auteur oublie de mentionner que dans certains milieux intellectuels (pas seulement communistes et marxistes) l'injure suprême était « stalinien » ou « goulag ». Ces deux expressions ont aujourd'hui perdu de leur force potentielle, alors

que la référence au nazisme garde toute sa charge émotionnelle. Le point Godwin reste bien réel. Il se distingue d'ailleurs par le fait que l'on ne s'y arrête pas : on l'évite ou on le franchit. On ne le franchit que sous le coup d'une forte colère ou d'une vive émotion et lorsque l'on s'en rend compte, il est trop tard. Cependant, la loi de Godwin se vérifie aisément sur tout sujet de société impliquant l'exclusion d'un groupe, la défense d'une entité, les minorités, la politique d'un autre pays, la religion, les étrangers, l'armée, l'histoire... Ce syndrome rend les débats bien difficiles ou à fleur de peau. Car toute personne se faisant traiter de nazi, de fasciste, d'antisémite ou d'agitateur populiste, même par une comparaison indirecte, va ressentir cet anathème comme injuste et n'aura d'autre choix que de couper court à la conversation ou de se défendre avec une virulence équivalente. D'où le problème auquel les

### Godwins Gesetz

Godwins Gesetz besagt, dass die Wahrscheinlichkeit eines Vergleichs mit Hitler oder Nazis mit der Dauer einer (Online-)Diskussion steigt.

Unser Autor kritisiert wie François de Smet in seinem Buch *Reductio ad Hitlerum*, das er hier rezensiert, dieses 1990 von dem New Yorker Rechtsanwalt Mike Godwin formulierte Phänomen der „ultima-



tiven Beschimpfung“: „Der Führer“ beherrsche den Diskurs mit Beharrlichkeit; 70 Jahre nach dem Ende des Dritten Reiches beeinflusse er immer noch unser Denken; Filme und Bücher thematisierten die Hitlerzeit stets aufs Neue.

Die Kehrseite der Diabolisierung aber sei Faszination – höchste Zeit, ein für allemal damit zu brechen.

Red.

\* Eugène Berg est ancien consul général de France à Leipzig et ancien ambassadeur.

modernes sont confrontés. A quel manque de maturité sont-ils réduits pour qu'ils se révèlent incapables de qualifier le bien et le mal politique autrement que par une référence vieille de plus de sept décennies ? Qu'est-ce qui, dans l'entreprise nazie et le fascisme en général, offre tant de poids que s'y référer conduit à indiquer la ligne de légitimité du discours et à ne plus la faire bouger ? La référence à ces événements funestes reste-t-elle si essentielle en raison de la nature des actes commis ? Ou bien la mémoire est-elle, jusque dans nos conversations, le seul outil dont l'homme dispose vis-à-vis de lui-même pour tenter d'éviter les répétitions de l'Histoire ?

### Une émotion irrépressible

Puisqu'elle paraît si vaine, puisqu'elle ne semble remplir qu'une fonction de ligne rouge des conversations, il y a de quoi s'interroger sur ce dont cette « loi de Godwin » est le nom. Il semble légitime de découvrir de quoi elle est le symptôme. Car le fait que soutenir une comparaison avec le nazisme ou le fascisme soit si empreint d'une émotion irrépressible aujourd'hui encore montre que nous sommes toujours sous l'emprise culturelle de la Seconde Guerre mondiale. Le Troisième Reich est vaincu depuis le 8 mai 1945. Soixante-dix ans plus tard, l'ombre du totalitarisme nazi est encore si puissante que son évocation sert de cadre référentiel aux limites de la discussion légitime. Ce constat atteste que le revers de la médaille de la diabolisation est la fascination. Car enfin, au bout du compte, quelle victoire dans les esprits pour l'idéologie nazie que de faire frissonner par procuration au 21<sup>e</sup> siècle ! Quel succès dans ce positionnement qui en fait encore l'alpha et l'oméga de la classification du bien et du mal politiques. Quel orgueil, pourraient avancer ses hypothétiques défenseurs, de se voir qualifier avec une si grande unanimité « force du mal » dans un monde multipolaire où la guerre froide a laissé la place à une instabilité encore peu lisible, et où chacun, du parlementaire au citoyen lambda, ne voit le fil de ses raisonnements se heurter que sur les digues de la haine érigée en politique.

Car la victoire culturelle par influence et diabolisation du nazisme est réelle. Les uniformes, les ri-

tuels et l'image sulfureuse du Troisième Reich font toujours frémir plus efficacement que n'importe quel film d'épouvante, preuve s'il en était besoin que nous sommes toujours sous une forme d'influence culturelle d'une figure maléfique, puissante car incarnée. Les représentations artistiques, documentaires et culturelles de tous styles constituent autant de preuves de cette fascination persistante. Du cinéma à la littérature, de *La mort est mon métier* (Robert Merle) aux *Bienveillantes* (Jonathan Littell), de *La Grande Vadrouille* (Gérard Oury) à *Inglorious Basterds* (Quentin Tarantino), en passant par *La liste de Schindler* (Steven Spielberg), la Seconde Guerre mondiale reste le tournant d'un 20<sup>e</sup> siècle dont la culture ne cesse de réinterpréter les événements, les enjeux et les conséquences. Un point d'achoppement que la société n'est toujours pas parvenue à dépasser. Une forme noire et trouble dont l'ombre s'étend encore jusque dans la moindre de nos représentations humaines.

### Adolf Hitler est partout

Le *Führer* hante nos représentations collectives avec une persistance troublante. Comme s'il n'était pas mort. Presque comme s'il n'avait pas perdu la guerre. Au-delà des biographies, films documentaires, œuvres de fiction, la fascination s'infiltré jusque dans l'anecdote. En trois clics de souris, on peut trouver sur le web des galeries proposant « *les chats qui ressemblent le plus à Hitler* » ou « *la maison qui ressemble le plus à Hitler* ». Le *Führer* a pour lui le physique d'une formidable simplification graphique, miroir de sa redoutable simplicité idéologique. Une moustache, une mèche, voilà qui est fait en trois traits. Le diable à la portée de tous, bien loin des parures alambiquées de *La Porte de l'Enfer* décrite par Dante et sculptée par Rodin. L'imagination prend le relais là où la réflexion abandonne le témoin. Triste époque, où l'on se raccroche aux épouvantails nazis comme à des balises de détresse, sans se rendre compte que ces bouées symboliques sont elles mêmes emportées par le courant du temps... et nous emportent avec elles à la dérive.

**François de Smet, *Reductio ad Hitlerum. Une théorie du point Godwin*. PUF, Paris, 2014, 158 pages.**